

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
BUDGET

.....



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

**RAPPORT DE LA REVUE A MI-
PARCOURS DE L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE
2021**

Table des matières

Introduction.....	1
1. Contexte et justification	1
2. Situation d'exécution du budget au 31 mai	3
2.1 Situation de la mobilisation des ressources budgétaires au 31 mai 2021	3
2.1.1 Au titre des recettes ordinaires.....	4
2.1.2 Au titre des recettes extraordinaires budgétaires	8
2.2 Situation d'exécution des dépenses budgétaires au 31 mai 2021.....	10
2.2.1 Au titre des dépenses ordinaires	10
a. La charge financière de la dette	11
b. Les dépenses de personnel.....	11
c. Les dépenses d'acquisition de biens et services	12
d. Les dépenses de transferts courants	12
2.2.2 Situation d'exécution des dépenses en capital	13
a. Les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat.....	13
b. Les dépenses de transferts en capital.....	14
2.2.3 Situation d'exécution par programme budgétaire	15
2.2.4 Situation d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions	15
2.2.5 Situation de mise en œuvre des plans de passation des marchés au 31 mai 2021	16
a. Situation d'exécution des plans de passation des marchés des ministères et institutions	16
b. Situation des remises de pénalités et de paiement des intérêts moratoires.....	20
c. Répartition des marchés par procédure de passation.	20
d. Situation des marchés ne pouvant plus être lancés et exécutés entièrement au titre du budget de l'Etat, exercice 2021	23
2.2.6 Au titre de la mise en œuvre du plan de déblocage des fonds	23
2.2.7 Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE).....	24
a. Situation des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) engagées.....	24
b. Situation des dépenses non abouties (DNA).....	25
2.3 Situation des soldes budgétaires au 31 mai 2021.....	28

3.	Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2021	28
3.1	Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2021	28
3.1.1	Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires.....	28
a.	Perspectives à fin décembre 2021 de la DGI	28
b.	Perspectives à fin décembre 2021 de la DGD	29
c.	Perspectives à fin décembre 2021 de la DGTCP	29
3.1.2	Perspectives de mobilisation des ressources extraordinaires à fin décembre 2021	30
3.2	Perspectives d'exécution des dépenses	32
4.	Conclusion et recommandations.....	33
ANNEXES	A

Introduction

La revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, processus participatif et cadre d'échanges directs entre le ministère en charge des finances et les autres ministères et institutions, s'inscrit dans le cadre de la coordination et du suivi de l'exécution dudit budget par le ministre chargé des finances conformément aux dispositions des articles 69¹ et 71² de la loi organique portant loi des finances (LOLF) .

Outre l'impératif de reddition des comptes de l'Etat, cette revue vise avec les autres mécanismes de suivi budgétaire à améliorer la qualité de l'exécution budgétaire, à alimenter les débats budgétaires pour la préparation de la loi de finances de l'exercice (N+1), à préparer de façon intégrée une éventuelle loi de finances rectificative (LFR) et à assurer la clôture de l'exercice budgétaire dans de bonnes conditions.

Ses conclusions font l'objet d'un rapport en Conseil des Ministres qui expose une analyse de l'exécution du budget au 31 mai et propose des mesures correctives aux insuffisances et goulots d'étranglement relevés aux fins d'optimiser l'exécution budgétaire en cours.

Le présent rapport qui rend compte des travaux de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, exercice au 31 2021 mai s'articule autour des points suivants :

- le contexte d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021 ;
- la situation d'exécution du budget au 31 mai et ses perspectives d'exécution ;
- les recommandations pour une bonne clôture de l'exercice budgétaire.

1. Contexte et justification

Le budget de l'Etat, exercice 2021 a été élaboré dans un environnement socioéconomique difficile, caractérisé par la pandémie de la COVID-19 et la persistance des attaques terroristes entraînant un flux de déplacés internes de population. Ce contexte a été globalement marqué au plan national par la tenue des élections couplées présidentielle et législative et par une campagne agricole globalement satisfaisante. Toutefois, ce budget s'exécute dans un contexte national marqué par la reprise de l'activité

¹ « Le ministre chargé des finances est responsable de l'exécution de la loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget :

- d'annuler un crédit devenu sans objet au cours de l'exercice ;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier de la loi de finances.

En outre, le ministre chargé des finances peut subordonner l'utilisation des crédits par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat. »

² « Le ministre chargé des finances est responsable de la centralisation des opérations budgétaires des ordonnateurs, en vue de la reddition des comptes relatifs à l'exécution des lois de finances ».

économique au niveau mondial qui devrait se redresser progressivement. La croissance est attendue à 5,5%, dans un climat de regain d'optimisme expliqué par la promotion des campagnes de vaccination contre le corona virus. De façon globale, il est attendu une reprise progressive du commerce mondial et la poursuite des mesures de soutien budgétaire des pouvoirs publics.

Dans l'espace UEMOA, en 2020, les pays de la zone ont été durement éprouvés par les conséquences économiques et sociales de la COVID-19. Toutefois, l'activité économique dans la zone a enregistré une reprise au quatrième trimestre, avec une hausse de **1,3%** du PIB par rapport à la même période de l'année précédente. Ce regain de vigueur est en lien avec la reprise progressive de la demande intérieure. En perspective, le taux de croissance est attendu à **5,8%** en 2021, sous l'effet du maintien des mesures de relance budgétaire et de soutien monétaire.

En matière d'inflation, il est ressorti une légère décélération des prix à la consommation au quatrième trimestre 2020, le taux d'inflation ressortant à **2,7%** contre **2,9%** un trimestre plus tôt. En perspective, il s'établirait à **+1,8%** en 2021, respectant toujours la norme communautaire de **3,0%** au maximum (note technique de la situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 et perspectives 2021-2024).

Au plan national, l'exécution du budget 2021 se déroule dans un climat socio-politique marqué par :

- une maîtrise des contaminations de la COVID-19 au premier trimestre de l'année avec toujours la fermeture des frontières terrestres ;
- une poursuite des efforts pour la maîtrise de la situation sécuritaire ;
- une volonté du gouvernement de dégager plus de ressources pour la réalisation des projets d'investissements structurants à travers l'optimisation de la mobilisation des ressources budgétaires, la réduction du train de vie de l'Etat et une maîtrise de la masse salariale ;
- une poursuite de l'apaisement de la fronde sociale.

L'activité économique devrait renouer avec son dynamisme d'antan avec un taux de croissance du PIB réel qui ressortirait à 7,1% en 2021 contre 2,5% en 2020 soit un gain de 4,6 points de pourcentage.

Au regard du contexte ci-dessus laissant entrevoir une reprise de l'activité économique, une loi de finances rectificative est intervenue avec une révision à la hausse du niveau des recettes et dépenses budgétaires.

Au cours du second semestre la mise en œuvre des réformes entreprises devront se poursuivre afin de booster la mobilisation des recettes budgétaires et rationaliser les charges de fonctionnement au profit des investissements.

2. Situation d'exécution du budget au 31 mai

En rappel, le budget de l'Etat, exercice 2021, a été initialement adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à 2 110 974 391 000 FCFA et 2 651 774 498 000 FCFA avec une épargne budgétaire de 24 469 514 000 FCFA et un besoin de financement de 540 902 107 000 FCFA (5,5% du PIB nominal), suivant la loi n°035-2020/AN du 19 octobre 2020 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021. Cette loi de finances initiale a été modifiée par la loi n°027-2021/AN du 11 mai 2021 portant loi de de finances rectificative et a porté le niveau des recettes et des dépenses respectivement à 2 131 983 415 000 FCFA et 2 672 783 522 000 FCFA avec une amélioration de l'épargne budgétaire à 35 919 908 000 FCFA. Le besoin de financement est identique à celui de la loi de finances initiale.

Le niveau d'exécution global du budget de l'Etat, exercice 2021 au 31 mai s'élève à 889 548 681 000 FCFA en terme de recettes recouvrées et à 1 075 906 487 000 FCFA de CP liquidés en terme de dépenses. Ces niveaux d'exécution correspondent à des taux de réalisation respectifs de 40,77% et 40,25% supérieurs à ceux de la même période en 2020 qui étaient de 34,61% et 33,83%.

Le détail de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021 est retracé dans les **annexes 1, 2 et 4**.

2.1 Situation de la mobilisation des ressources budgétaires au 31 mai 2021

Les prévisions de recettes au titre de l'exercice 2021 sont passées de 2 110 974 391 000 FCFA dans la loi de finances initiale à 2 131 983 415 000 FCFA dans la loi de finances rectificative (dont 85,59% de recettes ordinaires). En intégrant dans les prévisions **les recettes du compte CAST « remboursement crédits TVA » d'un montant de 50 000 000 000 FCFA au titre de 2021**, les prévisions de recettes s'élèvent à 2 181 984 136 000 FCFA. Elles étaient de 2 107 942 731 000 FCFA en 2019 et de 2 108 314 608 000 FCFA en 2020, soit un taux de progression moyen de 3,51% sur la période 2019-2021.

Au 31 mai 2021, les ressources budgétaires mobilisées s'établissent à 889 548 681 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution annuel de 40,77% inférieur au taux repère de 41,67%. Elles comprennent 87,02% de recettes ordinaires. Comparées à celles de 2020 et 2019, à la même période, elles sont en hausse en volume de 18 074 237 000 FCFA entre 2019 et 2020 et de 2020 à 2021 de 159 930 512 000 FCFA. Le taux de progression moyen des recouvrements est ressorti à 12,23% sur la période 2019-2021.

Le détail des réalisations par nature de recettes au titre des exercices 2019, 2020 et 2021 au 31 mai est consigné dans **l'annexe 2**.

2.1.1 Au titre des recettes ordinaires

Les prévisions des recettes ordinaires du budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2021, sont passées de 1 849 518 308 000 FCFA dans la LFI à 1 867 518 308 000 FCFA dans la LFR contre 1 772 832 000 000 FCFA en 2020 et 1 837 500 000 000 FCFA en 2019, soit un taux de progression de 8,40% entre 2020 et 2021 et un taux d'accroissement moyen de 1,08% sur la période 2019- 2021.

Au 31 mai 2021, les réalisations globales des recettes ordinaires s'élèvent à 774 077 070 000 FCFA, soit un taux de réalisation périodique de 101,54% et un taux annuel de 41,45%.

A la même période en 2020 et 2019, les taux de recouvrement étaient respectivement de 39,42% et de 36,80%, soit une hausse de performance en valeur relative de 2,02 points par rapport à 2020 qui avait aussi enregistré une hausse de 2,63 points par rapport à 2019. En valeur nominale, les recouvrements au 31 mai 2021 sont en hausse de 94 730 320 000 FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 13,94% par rapport à la même période en 2020.

La performance enregistrée au 31 mai 2021 est la résultante des efforts de mobilisation des différentes régies que sont la DGI (a), la DGD (b) et la DGTCP (c). Cette performance s'explique essentiellement par l'accroissement de recouvrement des recettes fiscales en volume de 113 454 907 000 FCFA et en valeur relative de 3,16 points entre 2020 et 2021. En effet, cette nature de recettes constitue en prévision et en recouvrement respectivement 88,21% et 90,08% des recettes ordinaires totales.

La situation de recouvrement par régie de recettes est décrite dans les lignes qui suivent.

a. Direction Générale des Impôts (DGI)

Les prévisions de la DGI pour l'année 2021 se chiffrent à 956 713 027 000 FCFA (51,23% des recettes ordinaires) contre 843 876 153 000 FCFA en 2020 et 869 050 000 000 FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement de 13,43% entre 2020 et 2021. Le taux de progression moyen ressort à 5,25% sur la période 2019-2021.

Au 31 mai 2021, les réalisations de la DGI s'élèvent à 443 269 715 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 46,33% par rapport aux prévisions de l'année et à un taux de réalisation de 106,19% des objectifs de la période (417 439 728 000 FCFA). Cette performance est portée par les forts taux de réalisation au niveau des rubriques « impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital » (116,72 %), « Impôt sur les salaires versés et autres rémunérations » (106,21%) et « impôt sur le patrimoine » (101,90%).

A la même période en 2020 et 2019, les taux de recouvrement étaient respectivement de 40,04% et de 38,48%, soit une hausse de performance en valeur relative en 2021 de 6,30 points par rapport à 2020 et une hausse de 1,56 point entre 2019 et 2020. En valeur nominale, ces recouvrements sont en hausse de 105 516 366 000 FCFA par rapport à 2020 et de 3 360 739 000 FCFA entre 2019 et 2020.

Il est à signaler que la progression globale réalisée au cours de la période sous revue est portée principalement par les impôts leaders tels que la TVA, l'IBICA, l'IBNC, l'IS et les ADE et accessoirement par d'autres impôts notamment l'IRCM, la TPA et la TS/ET. En effet, les recouvrements au titre desdits impôts ont évolué entre fin mai 2020 et fin mai 2021 ainsi qu'il suit :

- ✓ TVA : 97 438 072 131 FCFA à 141 400 203 081 FCFA ; soit un taux de progression de 45,12% ;
- ✓ IBICA : 11 400 465 664 FCFA à 15 554 267 224 FCFA, soit un taux de progression de 36,44% ;
- ✓ IS : 100 706 300 322 FCFA à 151 212 789 860 FCFA, soit un taux de progression de 50,15% ;
- ✓ ADE : 10 808 121 228 FCFA à 11 495 317 600 FCFA, soit un taux de progression de 6,36% ;
- ✓ IRCM : 15 956 608 504 FCFA à 17 044 643 854 FCFA, soit un taux de progression de 6,82% ;
- ✓ TPA : 5 981 506 410 FCFA à 7 358 723 206 FCFA, soit un taux de progression de 23,02% ;
- ✓ TS/ET : 1 579 509 944 FCFA à 2 908 562 006 FCFA, soit un taux de progression de 84,14% ;
- ✓ IBNC : 2 738 377 006 FCFA à 6 005 450 797 FCFA, soit un taux de progression de 119,31%.

Par contre sur la même période, l'on note une baisse de recouvrements au titre de l'IUTS qui est passé de 53 506 247 836 FCFA à 47 966 430 258 FCFA, soit une baisse en valeur relative de 10,35% correspondant à une baisse en valeur absolue de 5 539 817 578 FCFA.

Le niveau global satisfaisant des recouvrements à fin mai 2021 ainsi que la progression constatée du niveau des recouvrements de la TVA sont imputables au renforcement des actions de poursuites entreprises à l'endroit des déclarations de TVA non suivies de paiement. A cela s'ajoute le durcissement des conditions d'obtention des attestations de situation fiscale notamment par le paiement conséquent des arriérés d'impôts à la faveur de la réduction du délai de validité de trois mois à un mois desdites attestations.

S'agissant des forts taux de réalisation et de progression constatés au titre de l'IS et de l'IBICA, ils s'expliquent essentiellement par les importants recouvrements desdits impôts du fait de l'échéance de la période déclarative (30 avril) et du niveau satisfaisant des résultats déclarés par les entreprises au titre de l'exercice clos de 2020 en dépit de la crise sanitaire. En outre, les unités de recouvrement ont renforcé les actions dans le cadre de l'apurement des arriérés fiscaux au cours de ladite période.

En ce qui concerne l'IRCM, le fort taux de réalisation est dû aux effets induits des actions de poursuites menées sur les arriérés fiscaux des contribuables y assujettis.

Pour la TS/ET, les performances enregistrées s'expliquent d'une part, par l'acceptation par les acteurs, du rehaussement du taux de la taxe à 7% et d'autre part, par l'augmentation de la part reversée au budget de l'Etat qui passe de 20% à 35%.

En ce qui concerne les ADE, le niveau de recouvrement constaté s'explique par la reprise progressive de l'activité économique au cours de ladite période en dépit de la crise sanitaire.

Quant aux performances enregistrées en matière d'IBNC, elles se justifient par les effets induits des actions de contrôle ciblées au cours du second semestre 2020 à l'endroit du secteur des prestations intellectuelles.

En revanche, la régression constatée en matière d'IUTS à fin mai est due à la défaillance déclarative et au non-paiement spontané de cet impôt qui, du reste, fera l'objet d'actions ciblées de recouvrement.

b. Direction Générale des Douanes (DGD)

Les prévisions de la DGD pour l'année 2021 se chiffrent à 702 263 210 000 FCFA contre 657 706 205 000 FCFA en 2020 et 664 950 000 000 FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement de 6,75% entre 2020 et 2021. Sur l'ensemble des trois (03) exercices budgétaires, il est enregistré un taux de progression moyen de 2,83%.

Au 31 mai 2021, les réalisations de la DGD s'élèvent à 258 412 551 441 FCFA, soit un taux d'exécution de 36,80% par rapport aux prévisions de l'année. Rapportées aux prévisions de la période qui sont de 267 542 942 783 FCFA, il se dégage un taux de réalisation de 96,59%, soit un manque à gagner de 9 130 391 000 FCFA.

A la même période en 2020 et 2019, les taux de recouvrement étaient respectivement de 40,99% et de 41,91%, soit une baisse de performance en valeur relative en 2021 de 4,19 points par rapport à 2020 et une baisse également de 0,92 point entre 2020 et 2019. En valeur nominale, ces recouvrements sont en hausse de 7 843 864 605 FCFA par rapport à 2020 et en baisse de 16 965 561 274 FCFA entre 2019 et 2020.

Le manque à gagner de 9 130 391 000 FCFA enregistré au cours des cinq (05) premiers mois de 2021 s'explique en partie par :

- ✓ la suspension de la TVA des sociétés minières en début d'année qui a occasionné un manque à gagner estimé à 6 803 522 172 FCFA de janvier à mai 2021 ;
- ✓ la maladie à coronavirus qui continue d'impacter énormément le niveau des recettes douanières ;
- ✓ la situation sécuritaire qui ne favorise pas un recouvrement optimal des recettes dans tout le pays et la maîtrise tardive du module d'exonération en début d'année par les déclarants.

c. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Les prévisions de la DGTCP pour l'année 2021 se chiffrent à 208 542 071 000 FCFA contre 221 249 642 000 FCFA en 2020 et 303 500 000 000 FCA en 2019, soit un taux de régression de 5,74% entre 2020 et 2021. Il ressort une baisse moyenne de 10,95% sur la période 2019-2021. Cette baisse des prévisions sur la période est due à celle liée aux droits d'acquisition de la licence 4G. En effet, de 120 000 000 000 FCFA en 2019, les prévisions de cette nature de recettes ont baissé de 67 500 000 000 FCFA (52 500 000 000 FCFA) en 2020 et de 20 000 000 000 FCFA en 2021 (32 500 000 000 FCFA).

Au 31 mai 2021, les réalisations de la DGTCP s'élèvent à 72 394 803 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 34,71% par rapport aux prévisions de l'année. Rapportées aux prévisions de la période qui s'élèvent à 77 356 232 000 FCFA, il se dégage un taux de réalisation de 93,59%, en dessous du taux de référence, soit un manque à gagner de 4 961 429 000 F CFA.

A la même période en 2020 et 2019, les taux de recouvrement étaient respectivement de 41,16% et de 24,47%, soit une baisse de performance en valeur relative de 6,45 points par rapport à 2020 et une hausse de 16,69 points entre 2019 et 2020. En valeur nominale, ces recouvrements sont en baisse de 18 671 477 000 FCFA par rapport à 2020 et en hausse de 16 794 186 000 FCFA entre 2019 et 2020.

Les réalisations cumulées (hors recettes "licence" 4G de 16 000 000 000 FCFA) au 31 mai 2021 se chiffrent à 56 394 803 000 FCFA. Rapportées aux prévisions annuelles (hors recettes "licence" 4G de 32 500 000 000 FCFA) au titre de l'exercice budgétaire 2021 qui sont de 176 042 071 000 FCFA, il se dégage un taux de réalisation annuelle de 32,03%. A fin mai 2020, les réalisations cumulées (hors recettes exceptionnelles) se chiffraient à 67 066 280 104 FCFA sur des prévisions annuelles initiales sans recettes de licence 4G (44 000 000 000 FCFA) de 183 749 642 487 FCFA. Il se dégageait un taux de réalisation annuelle de 36,50%. En valeur relative, le taux d'exécution hors recettes de téléphonie mobile à fin mai 2021 est en baisse de 3,43 points par rapport à celui de 2020. Il en est de même en valeur nominale, où il est noté une baisse du niveau des recouvrements de 2021 de 10 671 476 622 FCFA par rapport à ceux enregistrés en 2020.

L'annexe 3 fait l'objet de la situation de recouvrements des recettes de services en FCFA de 2019, 2020 et 2021.

Toutefois, les activités de mobilisation de la DGTCP sont influencées par les difficultés d'ordre organisationnel, l'insuffisance et/ou la mise à disposition tardive des moyens financiers pour les actions de recouvrement ainsi que par les éléments du contexte ci-dessus mentionnés.

Par ailleurs, il est à signaler que malgré une amélioration dans l'exécution des débloqués de fonds, pour lesquels on constate de moins en moins de reversement, l'évolution des recettes en atténuation de dépenses sur la période sous revue pourrait toujours nécessiter un examen plus approfondi en vue de l'optimisation de la gestion budgétaire et de la trésorerie.

En effet, en 2019, un montant de 30 034 687 000 FCFA a été reversé au titre de cette nature de recette contre 16 961 346 000 FCFA en 2020, soit une variation relative de -21,02%. Au 31 mai 2021, ladite recette est de 5 728 599 000 FCFA contre 7 545 440 000 FCFA en 2020 à la même période. Entre 2019 et 2020, cette nature de recettes a affiché une régression de 64,87%, soit -13 931 154 000 FCFA en valeur nominale. Les ministères et institutions devraient être sensibilisés quant à la poursuite des efforts en vue d'une meilleure exécution des fonds débloqués.

2.1.2 Au titre des recettes extraordinaires budgétaires

Les prévisions globales des recettes extraordinaires du budget de l'Etat, exercice 2021, sont passées de 311 456 083 000 FCFA dans la LFI à 314 465 828 000 FCFA dans la LFR contre 385 482 608 000 FCFA en 2020 et 270 442 731 000 FCFA en 2019, soit une régression de 18,42% entre 2020 et 2021 et une hausse de 42,54% entre 2019 et 2020. Ces prévisions comprennent 36,67%, 45,83% et 29,69% d'appuis budgétaires respectivement en 2019, 2020 et 2021.

Le niveau de mobilisation des ressources extraordinaires budgétaires, au 31 mai 2021, s'élève à 115 471 611 713 FCFA, soit un taux d'exécution de 36,72% par rapport aux prévisions annuelles. Rapportées aux prévisions de la période qui sont de 116 000 027 000 FCFA, il se dégage un taux de réalisation de 99,54%.

A la même période en 2020 et 2019, les taux de mobilisation étaient respectivement de 13,04% et 13,09%, soit des hausses de performances respectivement de 23,68 points de pourcentage par rapport à 2020 et de 23,63 points de pourcentage par rapport à 2019. En outre, on enregistre une légère baisse de 0,05 point de pourcentage entre fin mai 2019 et fin mai 2020. En valeur nominale, ces mobilisations sont en hausse

significative de 65 200 192 742 FCFA par rapport à 2020, de 80 074 886 189 FCFA par rapport à 2019 et une hausse de 14 874 693 447 FCFA entre 2019 et 2020.

Notons toutefois que les conférences budgétaires qui ont couvert les séances de revue à mi-parcours ont permis d'enregistrer une situation actualisée de la mobilisation des recettes budgétaires au 30 juin 2021.

L'encadré ci-après donne la synthèse de cette situation dont les détails font l'objet du « rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 juin 2021 ».

Focus sur les recettes au 30 juin 2021

Au 30 juin 2021, les mobilisations totales des recettes du budget de l'Etat, exercice 2021, s'élèvent à 1 069 940 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 49,04%. Le taux de réalisation périodique (à fin juin) s'établit à 102,17%.

Les recettes ordinaires ont été mobilisées à hauteur de 940 640 000 000 FCFA correspondant à des taux de réalisation annuel et périodique respectifs de 50,37% et 102,47%. Quant aux recettes extraordinaires, leur mobilisation s'élève à 129 300 000 000 F CFA, soit des taux de réalisation de 41,12% et 100,07% respectivement pour l'annuel et le périodique.

Par régie, les niveaux de mobilisation des recettes ordinaires se présentent comme suit :

- **DGTCP** : le niveau de recouvrement est de 105 660 000 000 F CFA à la date de 30 juin 2021, soit un taux de réalisation annuel de 50,66%. La performance périodique se situe à 94,04%, soit un manque à gagner de 6 700 000 000 FCFA.
- **DGD** : le niveau de recouvrement est de 314 280 000 000 F CFA à la date de 30 juin 2021, soit un taux de réalisation annuel de 44,75%. La performance périodique se situe à 97,58%, soit un manque à gagner de 7 790 000 000 F CFA.
- **DGI** : le niveau de recouvrement est de 520 708 000 000 F CFA à la date de 30 juin 2021, soit un taux de réalisation annuel de 54,43%. La performance périodique se situe à 107,68%, soit un surplus de 37 140 000 000 F CFA.

2.2 Situation d'exécution des dépenses budgétaires au 31 mai 2021

Les prévisions ajustées des dépenses totales du budget de l'Etat, exercice 2021, s'établissent à 2 672 783 523 000 FCFA en crédits de paiement (CP) dont 66,62% de dépenses courantes et à 634 498 193 000 FCFA en Autorisations d'Engagement (AE).

Au 31 mai 2021, les dépenses du budget de l'Etat, toutes natures confondues, ont été engagées visées à hauteur de 1 129 254 012 000 FCFA, soit un taux engagé-visé de 42,25%. Ce taux est au-dessus du taux repère (41,67% à fin mai) de 0,58 point. Le montant liquidé des dépenses y relatives est de 1 075 906 487 000 FCFA, soit un taux de liquidation de 95,27% de ces dépenses engagées et 40,25% base dotations.

Cette situation n'intègre pas l'ensemble des dépenses payées au niveau des Missions Diplomatiques et Consulaires (MDC) et certaines dépenses payées sans ordonnancement préalable mais non encore régularisées dans le circuit informatisé de la dépense(CID).

A la même période en 2019 et 2020, les taux de liquidation globale étaient respectivement de 31,39% et de 33,83%.

Comparé au volume de dépenses liquidées en 2020 à la même période qui était de 855 229 946 000 FCFA, le niveau d'exécution des dépenses en 2021 est en hausse de 220 676 541 000 FCFA. (**Annexe 4**)

2.2.1 Au titre des dépenses ordinaires

A fin mai 2021, les dépenses ordinaires ont enregistré un niveau d'exécution base « engagée visée » de 807 750 190 000 FCFA sur des prévisions de CP ajustées de 1 780 520 191 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 45,37% supérieur au taux repère. Le montant des liquidations y relatives s'élève à 784 241 483 000 FCFA. Rapporté aux prévisions CP, il ressort un taux de liquidation de 44,05%. Ce taux était de 34,29 % en 2020 et de 34,66% en 2019 à la même période. Ce taux d'exécution est essentiellement dû au fort niveau de liquidation des dépenses de transferts courants (50,82%) et de personnel (43,89%). Entre 2020 et 2021 à la même période, le volume des dépenses ordinaires liquidées s'est accru de 207 444 394 000 FCFA en valeur nominale et de 35,96% en valeur relative. Cette augmentation est portée essentiellement par les dépenses de personnel (101 556 822 000 FCFA), de transferts courants (56 173 025 000 FCFA) et de la charge financière de la dette (26 653 450 000 FCFA).

Au cours des trois dernières années, à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, seul le budget 2021 affiche un taux de liquidation (44,05%) supérieur au taux repère de 41,67%.

Le détail par catégorie des dépenses courantes se présente comme suit :

a. La charge financière de la dette

Les paiements effectifs de la charge financière de la dette à fin mai 2021 s'élèvent à 71 608 991 000 FCFA (le principal étant réglé par voie de trésorerie). Rapportés aux prévisions de 173 600 000 000 FCFA, il se dégage un taux d'exécution de 41,25% contre 39,65% en 2020 à la même période.

En valeur absolue, les paiements effectifs de la charge financière de la dette en 2021 ont augmenté de 26 653 450 000 FCFA (59,29%) par rapport à 2020, où le niveau affiché était de 44 955 541 000 FCFA. Cette hausse s'explique essentiellement par le renchérissement du coût de la dette intérieure sur le marché financier à laquelle il est de plus en plus fait recours.

b. Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, à fin mai 2021, affichent un niveau de liquidation de 417 000 438 000 FCFA sur une prévision de 950 000 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 43,89%. A la même date, le taux d'exécution était de 35,13% en 2020 et de 40,31% en 2019 correspondant respectivement à 315 443 616 000 FCFA et à 340 990 719 000 FCFA.

En comparant les niveaux d'exécution de 2021 et 2020, il ressort une augmentation des dépenses de personnel de 101 556 822 000 FCFA (+32,19%). Cet écart s'explique essentiellement par :

- 🇳🇬 *les effectifs additionnels (de 196 286 agents en mai 2020 à 204 319 agents en fin mai 2021) et les avancements (66,28 milliards de francs CFA) ;*
- 🇳🇬 *les avantages en nature (06,98 milliards de francs CFA) ;*
- 🇳🇬 *le niveau des autres rappels sur les salaires qui résultent en majorité des engagements du Gouvernement (35,47 milliards de francs CFA).*

L'analyse par ministère indique que vingt-quatre (24) sections ont enregistré des taux d'exécution supérieurs au taux repère. Les plus forts taux d'exécution sont enregistrés par la Présidence du Faso (51,41%), l'ASCE-LC (53,31%) et le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants (50,09%).

c. Les dépenses d'acquisition de biens et services

Le montant engagé visé des dépenses d'acquisition de biens et services à fin mai 2021 se chiffre à 75 437 345 000 FCFA sur un crédit de paiement ajusté de 205 126 780 000 FCFA, soit un taux de 36,78% inférieur au taux repère (41,67%). Le montant des liquidations s'élève à 65 713 220 000 FCFA. Rapporté aux prévisions CP, il ressort un taux de liquidation de 32,04%. Ce taux était de 23,85 % en 2020 et de 24,72% en 2019 à la même période.

Le taux de liquidation de ces dépenses, à mi-parcours, est supérieur aux taux affichés en 2020 et 2019 à la même période respectivement de 8,19 points et de 7,32 points.

d. Les dépenses de transferts courants

A fin mai 2021, sur un crédit de paiement ajusté de 451 043 411 000 FCFA, les dépenses de transferts courants « engagées-visées » se chiffrent à 243 021 608 000 FCFA, soit un taux de 53,88% supérieur au taux référentiel à fin mai avec un écart de 12,21 points. Le montant des liquidations s'élève à 229 237 026 000 FCFA. Rapporté aux prévisions CP, il ressort un taux de liquidation de 50,82%. Ce taux était de 35,43 % en 2020 et de 28,71% en 2019 à la même période.

La performance dans l'exécution de cette nature de dépense, principal levier de la politique sociale du gouvernement, est en partie imputable au fort niveau d'exécution de ladite catégorie de dépense en DCIM (72,50%) notamment par la liquidation des exonérations de marchés (21 000 000 000 FCFA), des subventions aux hydrocarbures (40 000 000 000 FCFA), des factures COTECNA (5 361 029 355 FCFA), des contentieux (3 991 893 172 FCFA).

Hors DCIM, le niveau de liquidation de ces dépenses ressort à 168 424 062 000 FCFA sur une prévision de 348 144 532 000 FCFA, soit un taux de 48,38%.

e. Les dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures

Sur un crédit de paiement de 750 000 000 FCFA, les dépenses en atténuation des recettes, enregistrent au 31 mai 2021, un taux de liquidation de 90,91%, correspondant à un montant liquidé de 681 808 000 FCFA.

A la même période en 2020, le taux d'exécution des dépenses en atténuation des recettes était de 05,63% soit un montant liquidé de 28 132 000 FCFA sur une prévision de 500 000 000 FCFA.

Le fort taux d'exécution en fin mai 2021 s'explique principalement par le remboursement à SOMISA de TVA indument perçue à hauteur de 359 479 494 FCFA et le remboursement d'acompte d'impôt sur le

bénéfice dans le cadre du marché d'acquisition de cache nez avec "Confédérations coton textile et habillement (CCTH)" au profit du MENA à hauteur de 150 000 000 FCFA.

2.2.2 Situation d'exécution des dépenses en capital

Cette rubrique, constituée des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital, comprend les autorisations d'engagement (AE) consommées au titre des contrats et les crédits de paiement (CP) consommés au titre de la liquidation des dépenses engagées.

Les prévisions ajustées du budget 2021, au titre des dépenses en capital, s'élèvent à 634 498 193 000 FCFA d'AE et à 892 263 332 000 FCFA de CP.

Au 31 mai 2021, le niveau d'exécution desdites dépenses base « engagée visée CP » se chiffre à 321 503 820 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution de 36,03% contre des taux respectifs de 32,92% et 23,91% en 2020 et 2019 à la même date.

a. Les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Les prévisions de CP au titre des investissements exécutés par l'Etat sont passées de 856 725 704 000 FCFA dans la loi de finances initiale pour l'exécution du budget 2021 à 872 263 332 000 FCFA dans la loi de finances rectificative.

Le montant des dépenses engagées visées au titre desdits investissements, toutes sources de financement confondues, s'élève à 320 275 160 000 FCFA correspondant à un taux d'exécution de 36,72%, en deçà du taux repère avec un écart 04,95 points.

En 2020, ce taux était de 35,54% pour un montant liquidé de 277 545 098 000 FCFA sur un CP définitif de 780 898 246 000 FCFA. L'analyse comparative entre les deux (02) exercices budgétaires à la même période fait ressortir une légère hausse du niveau d'exécution desdites dépenses de 12 891 245 000 FCFA.

Le détail par source de financement des investissements se présente comme suit :

🚩 Les investissements sur ressources propres de l'Etat

A fin mai 2021, les dépenses d'investissements sur ressources propres affichent un niveau engagé visé de 160 855 050 000 FCFA sur des prévisions CP ajustées de 526 687 245 000 FCFA, soit un taux de

30,54% en deçà du taux repère, avec un écart de 11,13 points. Le montant des liquidations s'élève à 131 016 232 000 FCFA, soit un taux de liquidation de 24,88%. Ce taux était de 32,94 % en 2020 et de 21,21% en 2019 à la même période.

Il est à signaler que les contreparties nationales aux projets et programmes enregistrent un niveau de liquidation de 15 581 323 000 FCFA sur des crédits de paiement de 78 280 196 000 FCFA, soit un faible taux d'exécution de 19,90%. Ce faible taux est imputable à un retard des débloquages desdits fonds pour la mise en œuvre des projets à financements extérieurs.

Au regard de leur importance d'une part, pour l'exécution des investissements sur financements extérieurs et d'autre part, pour la mise en œuvre de projets structurants, les ministères et institutions sont invités à diligenter l'exécution desdites dépenses dans les délais réglementaires de clôture budgétaire.

🇨🇮 Les investissements exécutés sur financements extérieurs (prêts et subventions)

Au 31 mai 2021, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à 159 420 110 000 FCFA répartis entre les subventions pour 70 575 027 000 FCFA et les prêts pour 88 845 084 000 FCFA. Le taux d'exécution se situe ainsi à 46,13% par rapport aux crédits de paiement d'un montant de 345 576 083 000 FCFA d'appuis projets de l'année 2021.

Par rapport à fin mai 2020, il est à noter une hausse du niveau d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (prêts et subventions) de 23 059 023 000 FCFA. Cette hausse est principalement imputable à l'augmentation du niveau de décaissement des dons projets de 20 303 608 000 FCFA.

b. Les dépenses de transferts en capital

Au 31 mai 2021, il a été engagé-visé au titre de cette rubrique, des dépenses d'un montant de 1 228 662 000 FCFA sur une prévision de 20 000 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 6,14%. Le même montant a été liquidé. Ce montant a servi à la prise en charge de la 10^{ème} tranche de la souscription du Burkina Faso à la 6^{ème} augmentation générale du capital de la BAD (707 469 444 FCFA), 11^{ème} tranche de la souscription du Burkina Faso à la 4^{ème} augmentation générale du capital de la BID (208 692 099 FCFA) et les arriérés au titre de l'abonnement au fonds spécial de bonification (312 500 000 FCFA).

L'annexe 4 récapitule, par grande nature, la situation d'exécution des dépenses au 31 mai 2021.

2.2.3 Situation d'exécution par programme budgétaire

De l'examen de la situation d'exécution du budget de l'Etat, hors financements extérieurs, par programme et dotation budgétaires à la date du 31 mai 2021, il ressort que sur l'ensemble des 131 programmes :

- ✓ sept (07) enregistrent un taux de liquidation nul;
- ✓ quarante-six (46) ont connu un début d'exécution mais avec un taux de liquidation inférieur à 25% ;
- ✓ trente-cinq (35) ont enregistré un taux de liquidation compris entre 25% et 40%;
- ✓ quarante-trois (43) ont enregistré un taux de liquidation supérieur à 40%.

Il faut toutefois noter que cinquante-sept (57) programmes budgétaires affichent un taux d'exécution base « engagée-visée » supérieur au taux repère (41,67%). Au regard du nombre important de programmes budgétaires (74) qui ont enregistré un taux d'exécution base « engagée-visée » inférieur au taux repère, les ministères et institutions sont invités à rendre opérationnel le dialogue de gestion pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de leurs programmes. L'**Annexe 5** donne le détail de l'exécution des dépenses des exercices 2019, 2020 et 2021 au 31 mai.

2.2.4 Situation d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions

Les crédits délégués sont constitués des inscriptions budgétaires dont la gestion est confiée aux structures déconcentrées des ministères et institutions.

Le montant total des prévisions de crédits délégués pour être exécuté au niveau des structures déconcentrées s'élève à 45 716 326 000 FCFA et représente 1,96% du budget de l'Etat.

Au 31 mai 2021, ces crédits enregistrent un taux de liquidation de 34.20% correspondant à un montant de 15 633 691 000 FCFA. Ce taux est inférieur de 7,47 points de pourcentage par rapport au taux repère de 41,67%. Ce faible niveau d'exécution s'expliquerait essentiellement par l'instabilité du réseau et par la non maîtrise des procédures de gestion financière.

Sur l'ensemble des 13 régions, neuf (9) régions ont des taux de liquidation inférieurs au taux repère (41,67%).

A la même période en 2019 et 2020, les taux de liquidation étaient respectivement de 40,86% et de 25,11%, soient des montants de 13 889 420 000 FCFA et de 9 539 219 000 FCFA pour des prévisions de 33 992 458 000 FCFA et de 37 990 116 000 FCFA.

De l'examen de la situation d'exécution du budget de l'Etat, il ressort que sur l'ensemble des ministères et institutions (23) concernés par les crédits délégués :

- ✓ trois (03) ministères (Sécurité, MINEFID et MENAPLN) enregistrent des taux de liquidation supérieur au taux repère de 41,67% ;
- ✓ dix-huit (18) ministères ont un taux de liquidation inférieur à 20% ;

un (01) ministère (Energie des mines et des carrières) a un taux de liquidation nul.

2.2.5 Situation de mise en œuvre des plans de passation des marchés au 31 mai 2021

Conformément aux articles 48 et 49 du Décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, la nature et l'étendue des besoins de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire 2021 ont été déterminées à travers un plan annuel de passation des marchés (PPM).

L'état de mise en œuvre dudit plan permet de faire le point suivant en fin mai 2021.

a. Situation d'exécution des plans de passation des marchés des ministères et institutions

Au 31 mai 2021 et sur la base des informations transmises à la DGCMEF, la situation d'exécution des plans de passation des marchés (PPM) s'établit en prévision à 1 735 dossiers pour un montant de 409 238 786 648 FCFA contre 612 dossiers pour un montant de 88 408 898 730 FCFA à la même période en 2020. La hausse de 1 114 dossiers pourrait s'expliquer d'une part par l'effet Covid-19 qui a contraint les Ministères et Institutions à revoir leur programmation en termes de marchés à passer et d'autre part, par un nombre plus important de ministères et institutions ayant transmis leurs situations d'exécution du PPM à la DGCMEF en réponse à la circulaire n°2019-010/PM/SG/DGEF du 25 février 2019 portant transmission des situations d'exécution des plans de passation de marchés publics et des données statistiques sur les contrats approuvés.

A cette date, 598 dossiers ont connu un début d'exécution pour un montant de 135 798 089 484 FCFA soit un taux d'exécution global de 34,45% en nombre et 33,18% en valeur contre 226 dossiers représentant un montant de 49 865 376 192 FCFA, soit un taux de 36,93% en nombre et 56,40% en valeur à la même période en 2020.

Par ailleurs, on note que, sur les dossiers ayant connu un début d'exécution, 388 marchés ont été approuvés ou sont en cours d'approbation pour un montant total de 66 754 099 727 FCFA dont 14 conventions de MOD pour un montant de 304 079 351 FCFA.

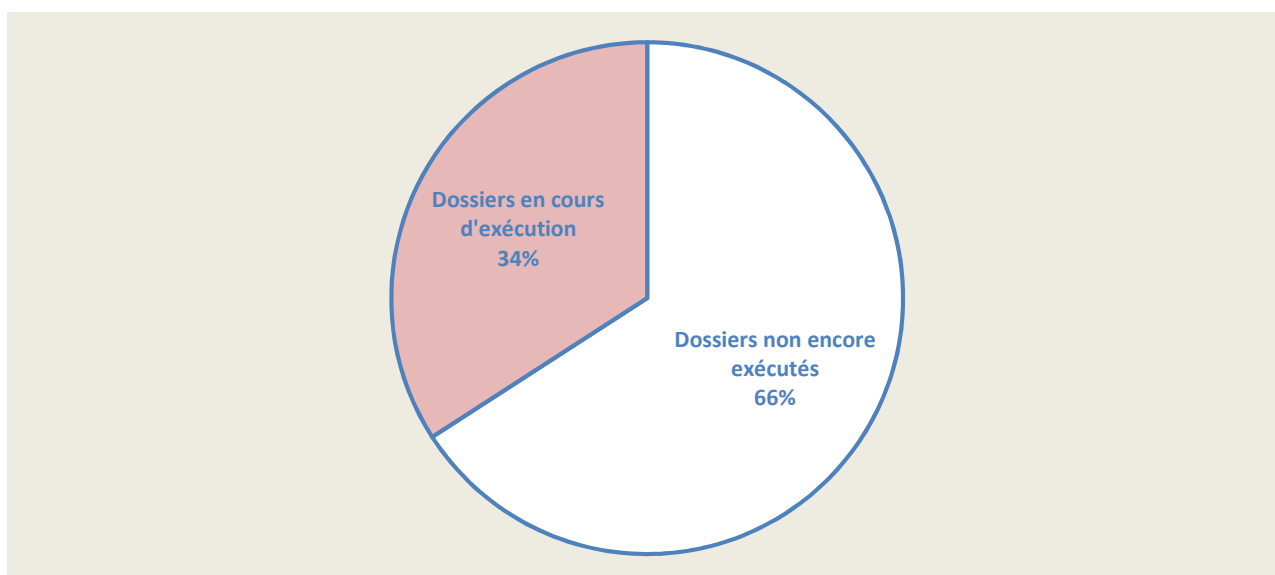
Les dossiers n'ayant pas connu un début d'exécution au 31 mai sont au nombre de 1 137 pour un montant de 273 440 697 164 FCFA soit 65,87% en nombre et 66,82% en valeur (base situations transmises).

Toutefois, il y a lieu de signaler que ces taux ne permettent pas d'émettre une appréciation exhaustive sur la situation d'exécution globale des PPM au 31 mai 2021, dans la mesure où certains ministères et institutions n'ont pas transmis de façon régulière la situation d'exécution de leur PPM au cours de la période considérée.

En effet, malgré le rappel de la circulaire visée plus haut, force est de constater le non-respect des dispositions de ladite circulaire par certains Ministères et institutions.

En illustration, on note que 07 Ministères et Institutions ont transmis la situation d'exécution de leur PPM exercice 2021 à la DGCMEF au mois de janvier, 10 au mois de février, 14 au mois de mars, 26 au mois d'avril et 19 au mois de mai.

Le graphique n°7 illustre l'état d'exécution du PPM sur la base des dossiers transmis à la DGCMEF.



Source : DGCMEF/DCEPS

Les difficultés relatives à l'exécution du PPM peuvent se résumer en ces points ;

- la non transmission à temps des expressions de certains besoins à la Direction des Marchés Publics entraînant un retard dans la mise en œuvre des procédures du Plan de Passation des Marchés (PPM) ;
- la non maturité des dossiers techniques ne permettant pas le lancement à bonne date des dossiers d'appel à concurrence y relatifs ;

- ◆ les difficultés liées à l'opérationnalisation de SIMP version 2 ainsi que la non maîtrise dudit logiciel par certains acteurs.

De façon globale, la situation d'exécution du PPM des ministères et institutions ayant transmis la situation d'exécution de leur PPM à la DGCMEF à fin mai 2021 est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Situation d'exécution des PPM des ministères et institutions à fin mai 2021.

Désignation	Dossiers		Dossiers	
	Nombre	Part (%)	Valeur (FCFA)	Part (%)
Dossiers non encore lancés	1137	65,87	273 440 697 164	66,82
Dossiers d'appel à concurrence non encore lancés	1 137	65,87	273 440 697 164	66,82
Dossiers connaissant ou ayant connu un début de lancement	598	34,13	135 798 089 484	33,18
Dossiers d'appels à concurrence en attente de délai réglementaire en vue de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution)	79	4,58	12 804 922 874	3,13
Examen des offres (en traitement par les Commissions d'Attribution des Marchés)	122	7,07	54 721 655 153	13,37
Dossiers au niveau de l'Organe de Règlement des Différends (ORD)	9	0,52	1 517 411 730	0,37
Projets de contrats en cours d'approbation	129	7,47	25 120 311 702	6,14
Contrats approuvés et en attente de notification définitive	49	2,84	9 155 374 655	2,24
Contrats en cours d'exécution	176	10,20	30 659 474 323	7,49
Contrats dont l'exécution est achevée	34	1,97	1 818 939 047	0,44
Total Général	1 735	100,00	409 238 786 648	100,00

Source : DGCMEF/DCEPS mai 2021

Les informations contenues dans le tableau pourraient être améliorées si l'ensemble des Ministères et Institutions transmettaient de façon régulière la situation d'exécution de leur PPM à la DGCMEF conformément aux dispositions de la circulaire prise à cet effet.

De plus, l'opérationnalisation du SIMP 2 permettrait d'avoir une situation exhaustive à temps réel de l'exécution du PPM de l'ensemble des ministères et institutions et matérialiser toute modification du PPM dans le logiciel SIMP 2.

Tableau 2 : Etat comparatif de la situation d'exécution du PPM au 31 mai des années 2021 et 2020

Désignation	Dossiers au 31 mai 2021		Dossiers au 31 mai 2020		Ecart		Proportion des écarts (%)	
	Nombre {a}	Valeur (en millier F CFA) {b}	Nombre {c}	Valeur (en millier F CFA) {d}	Nombre {e=a-c}	Valeur (en millier FCFA) f=b-d}	Nombre {g=(a-c)/c}	Valeur {h=(b-d)/d}
Dossiers non encore lancés	1 137	273 440 697	386	38 543 523	751	234 897 175	195	609,43
Dossiers d'appel à concurrence non encore lancés	1 137	273 440 697	386	38 543 523	751	234 897 175	195	609,43
Dossiers connaissant ou ayant connu un début de lancement	598	135 798 089	226	49 865 376	372	85 932 713	165	172,33
Dossiers d'appels à concurrence en attente de délai réglementaire en vue de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution)	79	12 804 923	26	2 788 274	53	10 016 649	204	359,24
Examen des offres (en traitement par les Commissions d'Attribution des Marchés)	122	54 721 655	33	3 637 225	89	51 084 430	270	1404,49
Dossiers au niveau de l'Organe de Règlement des Différends (ORD)	9	1 517 412	1	19 500	8	1 497 912	800	7681,60
Projets de contrats en cours d'approbation	129	25 120 312	60	3 023 222	69	22 097 090	115	730,91
Contrats approuvés et en attente de notification définitive	49	9 155 375	4	33 419 464	45	-24 264 089	1 125	-72,60
Contrats en cours d'exécution	176	30 659 474	101	6 976 513	75	23 682 961	74	339,47
Contrats dont l'exécution est achevée	34	1 818 939	1	1 178	33	1 817 761	3 300	154351,70
Total Général	1 735	409 238 787	612	88 408 899	1 123	320 829 888	183	362,89

b. Situation des remises de pénalités et de paiement des intérêts moratoires.

❖ Remises de pénalités

A la date du 31 mai 2021, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur 68 515 163 FCFA pour dix-sept (17) dossiers.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés ou par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats. Elles pourraient s'expliquer également par des pénalités de retard indûment calculées.

Pour atténuer les montants liés aux remises de pénalités de retard, il sied donc :

- de former davantage et de responsabiliser les différents acteurs dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics ;
- d'interpeler les autorités contractantes pour assurer une programmation à bonne date des réceptions des prestations après les requêtes des titulaires des marchés ;
- de veiller à ne pas émettre d'ordre de service sans tenir compte du degré de maturité des dossiers, notamment sur l'identification des sites et la disponibilité de plan des travaux.

❖ Intérêts moratoires

Au 31 mai 2021, il n'a été émis aucun avis favorable pour le paiement d'intérêts moratoires.

c. Répartition des marchés par procédure de passation.

Dans le cadre du suivi des délais de traitement des dossiers de marchés publics et des délégations de service public, il peut être fait le point suivant au 31 mai 2021 :

1) Du délai de traitement des dossiers

À fin mai 2021, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondues, 383 marchés dont 151 conventions ont été approuvées pour un montant total de 31 077 168 858 FCFA.

En 2020, à la même période, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondues 289 marchés dont 56 conventions étaient approuvées pour un montant total de 165 763 081 752 FCFA.

Pour l'indicateur IP18 qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres, il peut être noté qu'à fin mai 2021, sur un total de 232 marchés approuvés concernés par le

délai de traitement, tous les marchés ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100% pour une cible supérieure à 90% selon la matrice du cadre de résultats 2021-2023 du PTA du MINEFID.

Les 232 marchés approuvés et concernés par le délai se décomposent comme suit par source de financement :

- 193 marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100%
- et 39 marchés sur fonds extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100%.

Il ressort donc un respect de l'indicateur IP 18 à fin mai 2021.

2) Du respect des indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics.

Le détail des marchés approuvés à fin mai 2021 suivant le type de procédure (**IP19**) se présente comme suit :

□ Appel à concurrence ouverte

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin mai ressort à 65,40% selon la valeur et 84,48% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

□ Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte).

36 marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin mai représentant des taux de 34,60% selon la valeur et de 15,52% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15% dans les deux cas.

Le taux à fin mai des procédures exceptionnelles s'explique par :

• Entente directe :

- Selon la valeur : A la date du 31 mai, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondues, le montant global des marchés approuvés, passés par entente directe s'élève à 2 037 317 544 FCFA.
- Selon le nombre : tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondues, 32 marchés ont été approuvés à la date du 31 mai 2021 sur la base d'une procédure d'entente directe.

- **Appel d'Offres restreint/ consultation restreinte**

- Selon la valeur : A la date du 31 mai, pour tous ministères et institutions, et toutes sources de financement confondues, le montant des marchés passés suivant appel à concurrence restreinte s'élève à 6 357 081 034 FCFA.
- Selon le nombre : Pour tous ministères et institutions, et toutes sources de financement confondues, 04 marchés ont été approuvés au 31 mai 2021 sur la base d'un appel d'offres restreint.

A fin mai 2021, Il peut donc être noté un non-respect de l'indicateur IP 19 en nombre et en valeur.

Tableau 3 : Situation des indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics.

Situation des dossiers	Valeur en F CFA	Nbre				
Marchés gré à gré + Appel d'offres Restreint (AOR) approuvés	8 394 398 578	36				
Ensemble marchés hors conventions approuvés	24 259 118 236	232				
Taux de gré à gré + AOR	34,60	15,52				
Cible PTA MINEFID 2021-2023 du taux de Gré à gré + AOR	15,00%					
			Proportion des Marchés hors Conventions		Cible PTA MINEFID 2021-2023	
			Valeur	Nbre	Valeur et Nbre	
Marchés gré à gré + Appel d'offres Restreint (AOR) approuvés	8 394 398 578	36	34,60%	15,52%	≤ 15%	
Appel d'Offres Ouvert	9 985 907 046	86	65,40%	84,48%	≥85%	
Demande de Proposition	4 244 715 539	30				
Demande de Prix	1 634 097 073	80				
TOTAL	24 259 118 236	232	100,00%	100,00%	100%	
Taux(Gré à gré +AOR)/Total marchés - montant conventions)	34,60	15,52				
Conventions	6 818 050 622	151				
Total Marchés et Conventions	31 077 168 858	383				
Cible PTA MINEFID 2021-2023 du taux de Gré à gré + AOR	15,00%					
Marchés hors Conventions	Tout Financement		Ressources Propres		Fonds Extérieur	
	Valeur en F CFA	Nbre	Valeur en F CFA	Nbre	Valeur en F CFA	Nbre
Marchés hors convention approuvés	24 259 118 236	232	10 799 257 682	193	13 459 860 554	39
Marchés approuvés dans le délai de validité des Offres	24 259 118 236	232	10 799 257 682	193	13 459 860 554	39
Marchés non approuvés dans le délai de validité des Offres	-	-	-	-	-	-
Taux des marchés conclus dans le délai	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Cible 2021-2023	90,00%					

SOURCE : DG-CMEF

d. Situation des marchés ne pouvant plus être lancés et exécutés entièrement au titre du budget de l'Etat, exercice 2021

Au titre des marchés jugés incertains dont les crédits constitueraient des économies qui contribueraient à faire face aux priorités du moment dans les ministères et institutions, seulement quatre (04) marchés d'un montant de 2 417 447 000 FCFA ont été enregistrés au niveau du ministère en charge de l'éducation nationale. Cependant, le ministère a souhaité réaménager 594 447 000 FCFA de crédits prévus sur les lignes budgétaires concernées par le principe de la fongibilité asymétrique pour prendre en charge partiellement les décomptes issus des conventions MOD de 2017. Le reliquat de 1 823 000 000 FCFA est relatif à la construction et l'équipement de l'ENEP de Kaya au profit du « projet de construction d'infrastructures éducatives » financé par le Japon. En effet, l'exécution de ce projet est compromise par le climat d'insécurité dans la région.

Le détail est consigné dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Situation des marchés incertains au 31 mai 2021

N°	Imputations budgétaires						Libellé du marché ou Nature de la prestation	Crédits disponibles
	Prg	Act	Activ	Chap	Art	Para		
Dépenses d'acquisition de biens et services								80 000 000
1	059	05908	0590801	101800031	60	601	Acquisition de diplômes vierges sécurisés au profit de la Direction Générale des examens et concours	80 000 000
Investissements exécutés par l'Etat								2 337 447 000
2	58	5801	580125	1801700312	23	233	Construction et équipement d'ateliers pour ouverture de filières EFTP dans les lycées polyvalents au profit du MENAPLN	489 947 000
3	58	5807	580701	1025000311	62	622	Suivi contrôle des travaux de construction et d'équipement d'ateliers pour ouverture de filières EFTP dans les lycées polyvalents au profit du MENAPLN	24 500 000
3	58	5801	580160	1803000311	23	235	Construction et équipement de l'ENEP de Kaya au profit du projet de construction d'infrastructures éducatives	1 823 000 000
TOTAL								2 417 447 000

Source : DGCMEF

2.2.6 Au titre de la mise en œuvre du plan de déblocage des fonds

Sur une prévision totale de crédit de paiement des dépenses, hors prêts et subventions, de 1 918 302 447 000 FCFA, un montant global de 799 589 584 000 FCFA est prévu pour être exécuté par voie de déblocage de fonds, soit 34,67% des dépenses totales.

A la date du 31 mai 2021, le montant débloqué s'élève à 344 936 295 000 FCFA et correspond à un taux d'exécution annuel de 43,14% contre une cible de 55,59% par rapport aux prévisions annuelles. Ce montant débloqué correspond à 77,61% de l'objectif périodique (444 474 572 000 FCFA).

De l'analyse de la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds, il ressort que sur les trente-neuf (39) sections concernées, exception faite de la section 98, seulement sept (07) ont réalisé leur objectif de déblocages en fin mai 2021. Cette situation s'expliquerait par, d'une part, les difficultés rencontrées par les ministères dans la justification des déblocages précédents dues à la mauvaise qualité des pièces justificatives, la production tardive des pièces justificatives souvent non conformes à la réglementation en vigueur et d'autre part, le retard pris dans la mise en œuvre de certaines activités programmées au titre de l'exercice 2021.

Au regard de ce qui précède et pour booster l'exécution du plan de déblocage de fonds, les Ministres et Présidents d'institutions sont invités à faire prendre les dispositions idoines par leurs gestionnaires de crédits pour la production et la transmission dans les délais les pièces justificatives de qualité des fonds débloqués conformément à la réglementation en vigueur. En tout état de cause, aucune autorisation de consommation de reliquats de fonds débloqués en année N ne sera accordée en année N+1. Ils sont donc invités à reverser lesdits fonds devenus sans objets dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour ce faire, le calendrier de clôture des opérations d'exécution budgétaires, au titre de l'exercice 2021, fixera les dates d'arrêt des déblocages de fonds et de reversement des ressources débloquées pour tenir compte du principe de l'annualité budgétaire.

L'**annexe 6** donne le niveau de mise en œuvre du plan de déblocage par section et par programme budgétaire au 31 mai 2021.

2.2.7 Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE)

L'examen technique des rapports de l'exécution à mi-parcours des budgets des ministères et institutions lors des conférences budgétaires a permis de relever un niveau relativement important de dépenses non abouties (DNA) en 2020 et des restes à liquider au titre des autorisations d'engagement (AE) consommées en exercices antérieurs et 2021 au 31 mai.

a. Situation des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) engagées

Les restes à liquider des AE engagées cette année et années antérieures se chiffrent, au 31 mai 2021, à 189 410 691 000 FCFA dans le CID et concernent vingt-trois (23) sections (ministères et institutions). Toutefois, le CID ne permet pas, pour l'instant, de distinguer la répartition de ces restes à liquider entre exercices budgétaires successifs et d'identifier les arriérés relatifs à la consommation des AE. Pour éviter l'accumulation d'arriérés, il est demandé aux ministères et institutions concernés de liquider les AE engagées conformément aux échéanciers desdites AE.

Aussi, l'examen des différents rapports de la revue à mi-parcours de l'exécution des budgets des ministères et institutions a permis de savoir que plusieurs structures ne disposent pas de situations précises de l'ensemble des AE engagées.

En attendant l'automatisation effective du suivi desdites autorisations dans le circuit informatisé, les ministères sont invités à faire le suivi manuellement et à transmettre trimestriellement la situation des AE engagées de leur ressort à la DGB pour prise en compte dans le rapport trimestriel sur l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat.

La situation récapitulative par ministère se présente comme suit dans le tableau ci-après en FCFA.

Tableau 5 : Situation des restes à liquider des CP liés au AE

N° SECT°	MINISTERES/INSTITUTIONS	RESTES A LIQUIDER DES AE
02	Secrétariat Général du Gouvernement et des CM	237 150 000
03	Primature	2 635 070 000
10	Ministère de la Justice, des Droits Humains P.C	2 260 968 000
12	Ministère des Etrangères Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des B.E	2 285 487 000
13	Ministère de la Sécurité	56 968 000
14	Ministère de l'Econ. des Fin et du Développement	1 000 000 000
17	Ministère en charge de la Fonction Publique	10 000 000
18	Ministère de la Communication Et des Relat. Parment	158 815 000
20	Ministère des Sports et Loisirs	505 924 000
21	Ministère de la santé	24 755 865 000
23	Ministère de l'Educa. Nat, Alp et PLN	8 798 380 000
24	Ministère en charge de l'enseignement sup.	16 638 051 000
25	Ministère du Com. l'Ind.et de l'Artisanat	1 719 772 000
26	Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières	11 129 984 000
27	Ministère en charge de l' Agriculture	45 794 523 000
29	Ministère de l'Environnement, de EV et du CC	5 789 080 000
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 085 630 000
31	Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale	518 798 000
32	Ministère en Charge du Transport	7 090 441 000
37	Ministère de la Jeunesse FIP	90 027 000
38	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville	9 792 158 000
42	Ministère en charge de l'Eau	29 000 000 000
52	Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	1 057 600 000
TOTAL		189 410 691 000

Source : DGB

b. Situation des dépenses non abouties (DNA)

De l'exercice de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021, il ressort que vingt (20) ministères et une (01) institution disposent des dépenses non abouties (DNA) des exercices antérieurs non encore réengagées en 2021 dans le CID à la date 31 mai 2021, d'un montant total de

81 210 034 000 FCFA dont 32 163 013 000 FCFA pour le seul ministère de la santé. Les ministères et institutions concernés devraient procéder aux réaménagements de leurs crédits budgétaires en cours d'exécution ou à défaut prévoir des crédits sur leur budget à venir pour l'apurement des DNA afin d'éviter la constitution d'un stock de dette intérieure.

La situation récapitulative par ministère se présente comme suit dans le tableau ci-après en FCFA.

Tableau 6 : Situation des dépenses non abouties (DNA)

N° SECT°	MINISTERES/INSTITUTIONS	RESTE A REENGAGER DES DNA
09	Ministère de l'Adm Terr. De la Decentral. et la Cohésion S	3 004 000
10	Ministère de la Justice, des Droits Humains P.C	1 202 435 000
12	Ministère des Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des B.E	2 062 500 000
13	Ministère de la Sécurité	335 236 000
14	Ministère de l'Econ. des Fin et du Développement	133 709 000
17	Ministère en charge de la Fonction Publique	8 218 000
18	Ministère de la Communication Et des Relat. Parlement	88 642 000
20	Ministère des Sports et Loisirs	295 786 000
21	Ministère de la santé	32 163 013 000
23	Ministère de l'Educat. Nat, Alp et PLN	12 218 804 000
25	Ministère du Com. l'Ind.et de l'Artisanat	1 760 517 000
26	Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières	2 406 000
27	Ministère en charge de l' Agriculture	4 614 661 000
28	Ministère des Ressources Animales	5 669 000
29	Ministère de l'Environnement, de EV et du CC	584 001 000
31	Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale	86 914 000
32	Ministère en Charge du Transport	42 000 000
37	Ministère de la Jeunesse FIP	81 978 000
38	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville	1 903 993 000
42	Ministère en charge de l'Eau	23 611 610 000
56	Commission Electorale Nationale Indépendante	4 938 000
TOTAL		81 210 034 000

Source : DGB

Notons toutefois que les conférences budgétaires qui ont couvert les séances de revue à mi-parcours ont permis d'enregistrer une situation actualisée des dépenses budgétaires au 30 juin 2021.

L'encadré ci-après donne la synthèse de cette situation dont les détails font l'objet du « rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 juin 2021 ».

EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021 AU 30 JUIN

Au 30 juin 2021, le niveau de liquidation global des dépenses du budget de l'Etat, exercice 2021 s'élève à 1 261 545 870 000 FCFA, soit un taux de 47,20% inférieur au taux repère de 50%. La liquidation desdites dépenses par nature se présente ainsi qu'il suit :

- ✓ charge financière de la dette : 79 513 516 000 FCFA, soit un taux de 45,80% ;
- ✓ dépenses de personnel : 497 886 018 000 FCFA soit un taux de 52,41% ;
- ✓ dépenses d'acquisition de biens et de services : 77 381 934 000 FCFA, soit un taux de 38,09% ;
- ✓ dépenses de transferts courants : 266 160 150 000 FCFA, soit un taux de 58,78% ;
- ✓ dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures : 696 173 716 F CFA, soit un taux de 92,82%;
- ✓ investissements exécutés par l'Etat : 338 679 016 000 FCFA, soit un taux de 38,82% ;
- ✓ Transferts en capital : 1 228 662 000 FCFA, soit un taux de 6,14%.

A la date du 30 juin 2021, le montant du budget exécuté par voie de déblocage s'élève à 449 059 945 000 FCFA et correspond à un taux d'exécution annuel de 53,60% contre une cible de 63,62%. Ce montant débloqué correspond à 84,25% de l'objectif périodique (532 981 944 000 FCFA). Il faut noter que seuls un (01) ministère et cinq (05) institutions ont pu débloquent leurs fonds conformément au plan de déblocage (PDF) en cours.

Sur cent trente un (131) programmes budgétaires, soixante-trois (63) ont enregistré un taux de liquidation supérieur à 50%.

Les crédits délégués ont été liquidés à hauteur de 16 679 519 630 F CFA, soit un taux de 58,74%.

L'analyse de la situation d'exécution au 30 juin des autorisations d'engagements (AE), engagées en 2021, révèle un niveau de liquidation total de 106 321 187 017 F CFA, soit des restes à liquider de 25 897 827 03 F CFA sur les prévisions de 389 619 160 000 en 2021

Les indicateurs en matière de passation des marchés publics se présentent comme suit :

- ◆ IP18 : 100% pour une cible supérieure à 90% ;
- ◆ IP19 :

Appels à concurrence ouverts pour une cible supérieure à 85% s'établit à :

- 44,15 selon la valeur ;
- 81,63% selon le nombre.

Procédures exceptionnelles pour une cible supérieure à 85% s'établit à :

- 55,85% selon la valeur
- 18,37% selon la valeur

Détail : voir le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2021, au 30 juin.

2.3 Situation des soldes budgétaires au 31 mai 2021

L'épargne budgétaire prévisionnelle est passée de 24 469 514 000 FCFA dans la loi de finances initiale à 35 919 908 000 FCFA dans la loi de finances rectificative. Quant au besoin de financement, il reste identique à celui de la loi de finances initiale à 540 902 107 000 FCFA (5,5% du PIB nominal).

A l'exécution au 31 mai 2021, l'épargne budgétaire et le solde budgétaire global base « liquidation », sont ressortis déficitaires respectivement à -10 164 413 000 FCFA et à -186 357 806 000 FCFA.

A la même période en 2020, l'épargne budgétaire et le solde budgétaire global base « liquidation » étaient respectivement de 52 549 661 000 FCFA et de -175 611 777 000 FCFA.

Les soldes budgétaires déficitaires enregistrés au 31 mai 2021 résultent du fait que le rythme de consommation des crédits budgétaires est plus élevé en volume par rapport à celui des recouvrements des ressources.

3. Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2021

3.1 Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2021

Les mobilisations de ressources budgétaires escomptées du 1er juin au 31 décembre 2021 sont de l'ordre de 1 242 446 975 000 FCFA dont 1 111 140 834 000 FCFA de recettes ordinaires et 131 306 141 000 FCFA de recettes extraordinaires. Ces perspectives représentent 56,94% des prévisions. Leur réalisation effective induirait un taux d'exécution global de 97,71% au 31 décembre 2021.

3.1.1 Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires

Le montant de 1 111 140 834 000 FCFA attendu au titre des recettes ordinaires pour le reste de l'année résulte des projections de mobilisation de recettes des différentes régions assorties de la mise en œuvre de certaines mesures.

a. Perspectives à fin décembre 2021 de la DGI

En termes de perspectives, la DGI compte recouvrer pour le reste de l'année, 539 273 299 000 FCFA correspondant à la somme des prévisions des mois de juin à décembre 2021, ce qui se traduira par un recouvrement cumulé en fin d'exercice 2021 de 982 543 014 000 FCFA, correspondant à un taux de 102,70%. Pour ce faire, la DGI entend poursuivre la mise œuvre des mesures suivantes pour l'atteinte de ses objectifs annuels de recouvrement :

- l'application effective de la taxe sur les activités financières (TAF) à compter du 1er juillet 2021 ;
- la poursuite des visites pédagogiques auprès des contribuables ;

- le suivi régulier des déclarations non suivies de paiements ;
- l'assainissement des restes à recouvrer (RAR) pour des actions plus ciblées ;
- les négociations amiables avec les contribuables pour le paiement des arriérés fiscaux ;
- le renforcement des actions d'informations et de sensibilisation des contribuables sur les nouvelles échéances déclaratives des impôts et taxes contenues dans la loi de finances 2021 et sur l'utilisation des télé-procédures pour la déclaration et le paiement des impôts.

b. Perspectives à fin décembre 2021 de la DGD

En termes de perspectives, la DGD compte recouvrer pour le reste de l'année, 434 720 267 000 FCFA ; ce qui se traduit par un recouvrement cumulé de 693 132 819 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 98,70%.

En vue de l'atteinte de ces performances, les mesures suivantes sont déjà engagées :

- l'ouverture de SYDONIA WORD sur internet ;
- l'assainissement du milieu des Commissionnaires Déclarants Agréés (CDA) ;
- le renforcement des contrôles après dédouanement ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude douanière et les grands trafics illicites.

c. Perspectives à fin décembre 2021 de la DGTCP

La DGTCP projette recouvrer pour le reste de l'année, 137 147 268 000 FCFA ; ce qui conduirait à un recouvrement cumulé de 209 542 071 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 100,48% par rapport aux prévisions annuelles de l'exercice 2021.

Dans l'optique d'atteindre les recouvrements escomptés au 31 décembre 2021, la DGTCP poursuivra la mise en œuvre de certaines actions ou mesures identifiées dont entre autres :

- la relance des sociétés minières et des sociétés à capitaux publics, en vue du recouvrement des dividendes dûs de l'exercice clos 2020 ;
- la relance des opérateurs de téléphonie mobile pour le recouvrement du reliquat (16 500 000 000FCFA) des droits d'acquisition de licence 4G de l'année 2021 ;
- la poursuite et l'extension de l'opération de réimmatriculation du parc automobile sur toute l'étendue du territoire national ainsi que le décuplement des sites d'enrôlement des usagers dans les villes de ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ;

- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- l'exécution de missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu.

3.1.2 Perspectives de mobilisation des ressources extraordinaires à fin décembre 2021

Les perspectives de mobilisation des ressources extraordinaires pour le reste de l'année se situeraient à 131 306 141 100 FCFA composées de 47 954 744 600 FCFA de dons programmes et de 83 351 396 500 FCFA de dons projets.

La mobilisation projetée en fin d'exercice est de 246 777 752 813 FCFA sur des prévisions de 270 442 730 750 FCFA, soit un taux de 78,48%. Il se dégagerait un manque à gagner de 67 688 074 787 FCFA (soit 67 159 659 770 FCFA de dons projets et 528 415 000 FCFA de dons programmes).

Le manque à gagner des appuis projets en fin d'année est lié essentiellement aux nouveaux projets dont le processus de passation de marchés n'est pas encore enclenché, au manque de visibilité sur les projets suivis par les ONG et certains bailleurs bilatéraux et aux projets qui prennent fin au cours de l'année 2021 ayant reçu une dotation supérieure au reliquat des conventions. En effet, la réalisation des perspectives de ces dons projets est tributaire du niveau d'exécution des projets financés sur ressources extérieures.

Quant aux perspectives de mobilisation des appuis budgétaires, elles pourraient connaître une augmentation dans le cadre de la mise en place de nouveaux programmes d'appuis budgétaires par certains partenaires techniques et financiers.

Cependant, il convient de signaler que si les cibles de tous les indicateurs et mesures de décaissement des appuis budgétaires ne sont pas atteintes, on enregistrera une perte probable de ressources. En rappel, les décaissements de certains appuis budgétaires sont basés sur les réalisations des indicateurs et mesures convenus de commun accord avec les partenaires.

Les structures responsables de la mise en œuvre des mesures et indicateurs de décaissement des appuis budgétaires expliquent la non atteinte des cibles par :

- l'insuffisance de ressources nécessaires du fait de la régulation des lignes budgétaires ;
- la lenteur de la procédure de passation des marchés;
- des contraintes d'ordre administratif.

Face à ces difficultés, comme action déjà entreprise, un comité national de suivi des mesures et indicateurs des appuis budgétaires est en train d'être mis en place afin d'améliorer leur niveau de décaissement.

Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2021

Les mobilisations des recettes du budget de l'Etat escomptées du 1er juillet au 31 décembre 2021 sont évaluées 1 112 040 000 000 FCFA dont 926 880 000 000 FCFA de recettes ordinaires et 117 474 390 000 FCFA de recettes extraordinaires. Ces perspectives représentent 50,96% des prévisions annuelles.

Par régie de recettes, ces perspectives se présentent comme suit :

- DGTCP : 103 884 387 000 F CFA ; ce qui se traduit par un recouvrement cumulé de 209 542 071 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 100,48%.
- DGD : 378 857 781 000 F CFA ; ce qui se traduit par un recouvrement cumulé de 693 132 819 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 98,70%.
- DGI : 461 834 959 000 F CFA, ce qui se traduit par un recouvrement cumulé de 982 543 014 000 FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 102,70%.

Le recouvrement effectif de ces perspectives induirait un taux d'exécution de 97,71% au 31 décembre :

- Recettes ordinaires 100,95%
- Recettes extraordinaires 78,48%

3.2 Perspectives d'exécution des dépenses

Outre l'exécution courante des dépenses prévues dans la loi de finances rectificative conformément aux délais de clôture, les perspectives d'exécution des dépenses traduisent la nécessité d'ajuster les crédits y relatifs pour tenir compte de l'incidence financière des contraintes et des priorités du moment, déterminée par les éléments de contexte, les préoccupations et mesures correctives identifiées lors de la revue à mi-parcours du budget.

Il est à signaler que les conférences budgétaires ont enregistré l'expression de nouveaux besoins de crédits budgétaires par les ministères et institutions pour faire face entre autres aux DNA, aux restes à liquider des CP au titre des AE engagées et aux nouvelles dépenses nées en cours d'exécution.

En l'absence de nouvelles recettes budgétaires et d'économie sur les dépenses (marchés incertains), les ministères et institutions ont été invités à revoir l'ordre de priorité de leur dépense pour la prise en charge des besoins exprimés. Il reste entendu que les ajustements y afférents devraient respecter les engagements avec les partenaires techniques et financiers.

Par conséquent la dernière configuration de la loi de finances pour l'exécution du budget 2021 reste identique à celle de la LFR.

4. Conclusion et recommandations

De l'examen à mi-parcours des rapports de l'exécution des budgets, exercice 2021, des ministères et institutions, il est ressorti qu'au regard du contexte difficile qui émaille l'exécution du budget, il est impératif de fournir plus d'efforts et de faire diligence aussi bien en matière de recouvrement des recettes que d'exécution des dépenses quant aux perspectives pour le reste de l'année. A ce titre, pour une bonne exécution du budget en fin d'exercice, des recommandations ont été formulées.

En matière de recettes, une attention particulière devrait être accordée aux régies de recettes en termes d'accompagnement quant à la mise en œuvre des mesures et actions à poursuivre dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale, du renforcement du contrôle et de la lutte contre le faux, la fraude et l'évasion fiscale, de la promotion du civisme fiscal, l'application rigoureuse des règles et sanctions prévues, de la lutte contre la fraude douanière et les grands trafics illicites. A ce titre, les départements ministériels ont été invités à plus d'accompagnement dans la prospection et le recouvrement des recettes de services.

En matière de dépenses, la revue a relevé principalement entre autres : un faible niveau de réengagement des dépenses non abouties des années 2020 et antérieures pour insuffisance de crédits ; un faible niveau d'exécution des dépenses d'investissements notamment celles financées sur ressources propres avec souvent un désistement des entreprises au titre de l'exécution des travaux dans les régions à défis sécuritaire; un niveau relativement important de restes à liquider au titre des AE consommées en années antérieures. A l'effet d'une mitigation efficace de ces difficultés pour améliorer la situation d'exécution des dépenses, les recommandations suivantes ont été formulées et les ministères et institutions ont été invités :

- ✓ au titre des remises de pénalités et des intérêts moratoires liés à l'exécution des marchés publics, d'une part, à sensibiliser, former et responsabiliser davantage les différents acteurs de la chaîne d'exécution des marchés publics et d'autre part, à veiller aux réceptions à bonne date des prestations ;
- ✓ au titre des dépenses non abouties de 2020 et des restes à liquider concernant la consommation des AE, à revoir leurs priorités pour y prendre en compte un plan d'apurement des DNA à établir et à assurer une adéquation entre les prévisions d'AE et de CP y relatifs avec un suivi manuel de leur consommation afin d'éviter la constitution d'un stock de dette intérieure. Aussi, les ministères et institutions peuvent procéder à des réaménagements de crédits pour faire face à cette catégorie de dépenses ;
- ✓ au titre des déclencheurs de décaissements d'appuis budgétaires, chaque ministère ou institution

concerné doit mettre en œuvre l'ensemble des activités y relatives de son département afin de favoriser le décaissement de l'ensemble des appuis budgétaires ;

- ✓ au titre de la mise en œuvre du plan de déblocage des fonds, au strict respect du principe de l'annualité budgétaire au regard du taux de déblocages global inférieur au taux de référence à fin mai 2021.

ANNEXES

Annexe 1 SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES DES ANNEES 2019, 2020 ET 2021 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2019					2020					2021							
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions LFI	Prévisions LFR	Recouv au 31 mai	Taux (%)	Perspectives de recouv du 1er juin au 31 déc 2021	Recouv projetés au 31 déc 2021		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)						Montant	Taux (%)	
a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f		k	l	m=l/k	o	p=l+o	q=p/k	r=k-p	
RECETTES ORDINAIRES	1 837 500 000	676 147 206	36,80	1 806 003 532	98,29	1 722 832 000	679 346 750	39,43	1 752 814 752	101,74	1 849 518 308	1 867 518 308	774 077 070	41,45	1 111 140 834	1 885 217 903	100,95	-17 699 595
Recettes fiscales	1 523 323 872	597 929 979	39,25	1 473 728 137	96,74	1 490 405 715	583 863 576	39,17	1 461 590 602	98,07	1 634 821 388	1 647 321 388	697 318 483	42,33	967 284 970	1 664 603 453	101,05	-17 282 066
Recettes non fiscales	311 618 487	77 392 889	24,84	330 187 274	105,96	229 913 064	95 439 586	41,51	288 961 236	125,68	212 646 829	218 146 829	75 905 689	34,80	142 658 669	218 564 359	100,19	-417 530
Produit financier	2 557 641	824 338	32,23	2 088 121	81,64	2 513 221	43 587	1,73	2 262 914	90,04	2 050 091	2 050 091	852 897	41,60	1 197 195	2 050 091	100,00	0
RECETTES EXTRAORDINAIRES	270 442 731	35 396 726	13,09	160 234 825	59,25	385 482 608	50 271 419	13,04	301 598 739	78,24	311 456 083	314 465 828	115 471 612	36,72	131 306 141	246 777 753	78,48	67 688 075
Dons programmes	99 181 054	6 308 325	6,36	88 462 565	89,19	176 684 295	0	0,00	159 678 288	90,37	90 370 000	93 379 745	44 896 585	48,08	47 954 745	92 851 330	99,43	528 415
Dons projets	171 261 677	29 088 400	16,98	71 772 259	41,91	208 798 313	50 271 419	24,08	141 920 450	67,97	221 086 083	221 086 083	70 575 027	31,92	83 351 397	153 926 423	69,62	67 159 660
Total	2 107 942 731	711 543 932	33,76	1 966 238 357	93,28	2 108 314 608	729 618 169	34,61	2 054 413 491	97,44	2 160 974 391	2 181 984 136	889 548 681	40,77	1 242 446 975	2 131 995 656	97,71	49 988 479

Source: DGTCP, DGD, DGI et DGCOOP

Annexe 2: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES ORDINAIRES DES ANNEES 2019, 2020 ET 2021 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2019					2020					2021									
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions LFI	Prévisions LFR	1er jan au 31 mai			Taux (%) annuel	Perspectives de recou du 1er juin au 31 déc 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)			Objectifs de recouv	Recouv	Taux (%) périodique			Montant	Taux (%) projeté	
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f	k	l	m	n=m/l	o=m/k	p	q=m*p	r=q/k	s=k-q	
DGTCF	303 500 000	74 272 094	24,47	323 071 897	106,45	221 249 642	91 066 280	41,16	279 595 496	126,37	203 042 071	208 542 071	77 356 232	72 394 803	93,59	34,71	137 147 268	209 542 071	100,48	-1 000 000
Recettes fiscales	4 290 000	2 241 678	52,25	5 116 598	119,27	3 911 250	1 183 364	30,26	2 019 068	51,62	4 045 000	4 045 000	1 760 653	1 108 734	62,97	27,41	2 936 266	4 045 000	100,00	0
Recettes non fiscales	296 652 359	71 206 079	24,00	315 867 179	106,48	214 825 172	89 839 328	41,82	275 313 514	128,16	196 946 980	202 446 980	74 603 783	70 433 172	94,41	34,79	133 013 807	203 446 980	100,49	-1 000 000
Produit financier	2 557 641	824 338	32,23	2 088 121	81,64	2 513 221	43 587	1,73	2 262 914	90,04	2 050 091	2 050 091	991 796	852 897	86,00	41,60	1 197 195	2 050 091	100,00	0
DGD	664 950 000	267 534 248	40,23	638 287 197	95,99	657 706 205	250 568 687	38,10	611 303 467	92,94	702 263 210	702 263 210	267 542 943	258 412 551	96,59	36,80	434 720 267	693 132 819	98,70	9 130 391
Recettes fiscales	650 756 265	261 590 357	40,20	624 696 754	96,00	643 699 283	245 221 529	38,10	598 312 547	92,95	687 307 375	687 307 375	261 834 670	253 234 701	96,72	36,84	425 472 705	678 707 405	98,75	8 599 970
Recettes non fiscales	14 193 735	5 943 891	41,88	13 590 442	95,75	14 006 922	5 347 158	38,18	12 990 920	92,75	14 955 835	14 955 835	5 708 273	5 177 851	90,71	34,62	9 247 563	14 425 413	96,45	530 422
DGI	869 050 000	334 340 864	38,47	844 644 438	97,19	843 876 153	337 711 783	40,02	861 915 790	102,14	944 213 027	956 713 027	417 439 728	443 269 715	106,19	46,33	539 273 299	982 543 014	102,70	-25 829 987
Recettes fiscales	868 277 607	334 097 944	38,48	843 914 785	97,19	842 795 182	337 458 683	40,04	861 258 988	102,19	943 469 013	955 969 013	417 093 013	442 975 049	106,21	46,34	538 876 000	981 851 048	102,71	-25 882 035
Recettes non fiscales	772 393	242 920	31,45	729 653	94,47	1 080 971	253 100	23,41	656 802	60,76	744 014	744 014	346 714	294 666	84,99	39,60	397 300	691 966	93,00	52 048
TOTAL	1 837 500 000	676 147 206	36,80	1 806 003 532	98,29	1 722 832 000	679 346 750	39,43	1 752 814 752	101,74	1 849 518 308	1 867 518 308	762 338 902	774 077 070	101,54	41,45	1 111 140 834	1 885 217 903	100,95	-17 699 595
Recettes fiscales	1 523 323 872	597 929 979	39,25	1 473 728 137	96,74	1 490 405 715	583 863 576	39,17	1 461 590 602	98,07	1 634 821 388	1 647 321 388	680 688 336	697 318 483	102,44	42,33	967 284 970	1 664 603 453	101,05	-17 282 066
Recettes non fiscales	311 618 487	77392889,42	24,84	330 187 274	105,96	229 913 064	95 439 586	41,51	288 961 236	125,68	212 646 829	218 146 829	80 658 770	75 905 689	94,11	34,80	142 658 669	218 564 359	100,19	-417 530
Produit financier	2 557 641	824 338	32,23	2 088 121	81,64	2 513 221	43 587	1,73	2 262 914	90,04	2 050 091	2 050 091	991 796	852 897	86,00	41,60	1 197 195	2 050 091	100,00	0

Source : DGTCP, DGD et DGI

Annexe 3 : SITUATION DE RECOUVREMENTS DES RECETTES DE SERVICES EN F CFA DE 2019, 2020 ET 2021 (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2019					2020					2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021	
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l			
AFFAIRES ETRANGERES, COOPERATION REGIONALE ET DES BURKINABE DE L'ETRANGER																
Produits de l'administration centrale	69 000	15 747	22,82	39 288	56,94	67 500	11 033	16,35	28 844	42,73	55 500	14 081	25,37	41 419	55 500	100,00
Passeports diplomatiques	52 500	24 060	45,83	75 060	142,97	38 060	8 620	22,65	21 770	57,20	42 000	8 570	20,40	33 430	42 000	100,00
Location de salles	6 000	2 600	43,33	4 600	76,67	6 000	1 600	26,67	4 200	70,00	4 800	1 000	20,83	3 800	4 800	100,00
Location de car											0	350		-350	0	
Produits de Chancelleries (Recettes consulaires)	3 302 000	1 340 845	40,61	3 100 401	93,89	2 802 000	835 850	29,83	2 052 623	73,26	2 430 000	814 849	33,53	1 615 151	2 430 000	100,00
Total	3 429 500	1 383 252	40,33	3 219 349	93,87	2 913 560	857 103	29,42	2 107 437	72,33	2 532 300	838 850	33,13	1 693 450	2 532 300	100,00
URBANISME, HABITAT & VILLE																
Taxes topographiques(DGUTF)	40 000	13 935	34,84	21 983	54,96	40 000	3 505	8,76	65 349	163,37	40 000	16 064	40,16	23 936	40 000	100,00
Taxes de bornages (DGUTF)	30 000	15 177	50,59	36 174	120,58	30 000	13 254	44,18	40 506	135,02	35 000	24 471	69,92	10 529	35 000	100,00
Autorisation de construire, demande de terrain et étude	40 000	21 916	54,79	57 738	144,35	45 000	33 287	73,97	91 829	204,06	50 000	35 726	71,45	14 274	50 000	100,00
Prestation Direction Générale Architecture, Habitat et Constructions (DGAHC)	100 000	31 909	31,91	119 488	119,49	225 000	17 355	7,71	124 751	55,45	250 000	40 847	16,34	209 153	250 000	100,00
Recettes exploitation engins viabilisés DGUTF	75 000	0	0,00	0	0,00	70 000	0	0,00	0	0,00	70 000	20 000	28,57	50 000	70 000	100,00
Identification de parcelle	5 000	1 037	20,73	3 092	61,84	5 000	1 042	20,85	6 103	122,06	5 000	2 082	41,64	2 918	5 000	100,00
Certification plans topographiques et délivrance extrait de plan lotissement	5 000	1 424	28,48	5 456	109,12	5 000	2 272	45,44	7 160	143,20	5 000	3 916	78,32	1 084	5 000	100,00
Délimitation de terrain	30 000	19 591	65,30	36 287	120,96	50 000	18 531	37,06	43 214	86,43	70 000	32 715	46,74	37 285	70 000	100,00
Prestations Direction Générale du Contrôle des opérations d'aménagement et de construction (DGC) (amendes)	225 000	8 181	3,64	32 975	14,66	100 000	38 852	38,85	90 756	90,76	100 000	40 460	40,46	59 540	100 000	100,00
Total	550 000	113 169	20,58	313 194	56,94	570 000	128 098	22,47	469 668	82,40	625 000	216 281	34,60	408 719	625 000	100,00
TRANSPORTS, MOBILITE URBAINE & SECURITE ROUTIERE																
Vente d'imprimés (DGTTM)	4 272 000	1 655 971	38,76	4 448 163	104,12	4 750 000	2 063 314	43,44	5 746 604	120,98	5 550 000	3 016 558	54,35	2 533 442	5 550 000	100,00
Taxe sur l'usage des titres de transport aérien (billets d'avions) de passagers (DAAN)	578 000	0	0,00	301 369	52,14	440 500	105 591	23,97	105 591	23,97	500 000	0	0,00	500 000	500 000	100,00
Total	4 850 000	1 655 971	34,14	4 749 532	97,93	5 190 500	2 168 905	41,79	5 852 195	112,75	6 050 000	3 016 558	49,86	3 033 442	6 050 000	100,00

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l						
SECRETARIAT GI Gvt & DU CONSEIL DES MINISTRES																		
Vente du Journal officiel (JO)	90 000	43 095	47,88	111 791	124,21	129 706	40 554	31,27	129 706	100,00	115 000	46 543	40,47	68 457	115 000	100,00		
Total	90 000	43 095	47,88	111 791	124,21	129 706	40 554	31,27	129 706	100,00	115 000	46 543	40,47	68 457	115 000	100,00		
CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION																		
Contribution financière de sociétés de radiodiffusion sonores & télévisuelles	175 000	100 000	57,14	115 000	65,71		0								0			
Cartes presse et laissez passer	0	0		0		0	0		0		0	0		0	0			
Total	175 000	100 000	57,14	115 000	65,71	0	0	0,00	0		0	0	0,00	0	0	0,00		
DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS																		
Génie Militaire	100 000	16 060	16,06	49 747	49,75	100 000	6 139	6,14	23 334	23,33	50 000	8 423	16,85	41 578	50 000	100,00		
Prestation de services de l'Etat Major de l'armée de l'air	50 000	10 590	21,18	49 080	98,16	50 000	12 725	25,45	41 125	82,25	50 000	71 650	143,30	-21 650	50 000	100,00		
Opérations extérieures	1 800 000	1 173 748	65,21	2 438 560	135,48	1 000 000	407 777	40,78	2 282 705	228,27	1 000 000	335 816	33,58	664 184	1 000 000	100,00		
Prestation de service de santé de l'armée	75 000	23 490	31,32	61 759	82,35	70 000	19 255	27,51	58 744	83,92	60 000	31 059	51,76	28 941	60 000	100,00		
Amendes forfaitaires de la gendarmerie	360 000	123 676	34,35	267 120	74,20	292 000	147 012	50,35	300 158	102,79	292 000	139 495	47,77	152 505	292 000	100,00		
Total	2 385 000	1 347 564	56,50	2 866 266	120,18	1 512 000	592 909	39,21	2 706 066	178,97	1 452 000	586 442	40,39	865 558	1 452 000	100,00		
FONCTION PUBLIQUE, TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE																		
Visas de contrats de travail des travailleurs étrangers	600 000	166 432	27,74	685 947	114,32	564 000	160 690	28,49	769 205	136,38	564 000	320 675	56,86	243 325	564 000	100,00		
Ventes d'imprimés déclaration d'ouverture d'établissements	10 000	3 141	31,41	9 029	90,29	10 100	4 598	45,52	12 713	125,87	10 000	7 344	73,44	2 656	10 000	100,00		
Ventes attestations soumissions METSS	45 000	11 294	25,10	38 867	86,37	45 000	19 401	43,11	49 549	110,11	45 000	24 882	55,29	20 119	45 000	100,00		
Amendes au code du travail	4 000	7 082	177,04	10 899	272,46	8 000	1 213	15,16	3 410	42,63	3 100	2 750	88,72	350	3 100	100,00		
Autres recettes (Agrements office et bureau privés de placement vérifications)	2 000	0	0,00	57 396	2 869,80	1 020	180	17,65	210	20,59	900	600	66,67	300	900	100,00		
Location de salle	30 000	56 916	189,72	0	0,00	2 000	200	10,00	200	10,00	1 000	100	10,00	900	1 000	100,00		
Frais d'inscription en ligne						168 000	107 396	63,93	1 584 129	942,93	810 000	47 970	5,92	762 030	810 000	100,00		
Frais d'exploitation Numeros courts						980	0	0,00	474	48,37	1 000	729	72,92	271	1 000	100,00		
Total	691 000	244 864	35,44	802 137	116,08	799 100	293 677	36,75	2 419 890	302,83	1 435 000	405 050	28,23	1 029 950	1 435 000	100,00		
CULTURE, ARTS & TOURISME																		
Contrôle DGTH +autres pénalités	2 000	86	4,30	626	31,30		948		1 280			374		-374	0			
Certificat d'expertise et d'origine	30 000	6 075	20,25	11 493	38,31	30 000	4 184	13,95	10 631	35,44	20 000	5 659	28,30	14 341	20 000	100,00		
Vente d'objets d'art (Centre National d'Artisanat d'Art)	1 500	337	22,49	1 032	68,78	1 500	59	3,95	335	22,34	1 500	99	6,58	1 401	1 500	100,00		

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
Recettes de spectacles et frais location de salles (DAS)	4 000	647	16,18	1 236	30,90		166		582			0		0	0			
Ventes de tickets SNC+location de stands SNC	15 000	6 000	40,00	11 220	74,80	0	37 830		39 730		5 000	5 061	101,21	-61	5 000	100,00		
radio rurale		0					0							0	0			
Droit de visite du site de Loango		0		0			0		0			0		0	0			
Musée de la musique	1 500	271	18,05	549	36,58	1 500	135	9,00	405	27,00	1 500	251	16,75	1 249	1 500	100,00		
Location de panneaux (Direction du Tourisme et de l'Hôtellerie)	25 000	2 500	10,00	11 172	44,69	20 000	1 935	9,68	3 660	18,30	10 000	460	4,60	9 540	10 000	100,00		
Réalisation d'hôtels	1 500	150	10,00	375	25,00	1 500	375	25,00	4 350	290,00	1 000	1 575	157,50	-575	1 000	100,00		
Autorisation d'exploiter les hôtels	1 000	600	60,00	800	80,00	1 000	495	49,50	4 890	489,00	1 000	1 765	176,50	-765	1 000	100,00		
Autorisation d'exploiter les restaurants	1 000	435	43,50	655	65,50	1 000	350	35,00	1 060	106,00	1 000	585	58,50	415	1 000	100,00		
Classement des restaurants		0		0			0		0			0		0	0			
Délivrance licences d'agences de voyage	9 000	3 200	35,56	4 400	48,89	5 000	6 600	132,00	12 400	248,00	3 000	2 200	73,33	800	3 000	100,00		
Frais de validation des licences d'agence	7 000	6 800	97,14	7 100	101,43	7 000	9 345	133,50	9 570	136,71	6 000	4 875	81,25	1 125	6 000	100,00		
Licences guides touristiques	1 000	145	14,50	190	19,00	1 000	70	7,00	265	26,50	500	200	40,00	300	500	100,00		
Classement des hôtels	1 500	0	0,00	0	0,00		0		0			0		0	0			
Frais d'inscription ISTIC		0		0			0		0			0		0	0			
Frais d'inscription Institut National de Formation en Arts et Culture (INAFAC)	5 000	1 708	34,16	6 468	129,36	5 000	2 405	48,10	7 118	142,36	6 000	1 238	20,63	4 762	6 000	100,00		
Prestation Direction Générale de la Cinématographie Nationale (DGCN)(prise de vue+tournage+exercice d'exploitant video+activit cinematographique+immatriculation carte prof+carte profess tempor)	8 000	1 275	15,94	3 990	49,88	8 000	1 325	16,56	6 935	86,69	5 000	2 665	53,30	2 335	5 000	100,00		
Recettes diverses(location car+stands SITHO+stands FILO)	2 000	0	0,00	3 110	155,50	1 000	0		0		2 500	0		2 500	2 500	100,00		
Délivrance de licence d'entrepreneurs culturels		0		0		3 500	0		2 300		2 000	1 200		800	2 000	100,00		
Délivrance attestations d'artistes		0		0		500	0		80		500	27		473	500	100,00		
Autorisation d'exercice des activités cinématographiques		0		500			0		0		0	0		0	0			
Total	116 000	30 229	26,06	64 915	55,96	87 500	66 222	75,68	105 591	120,68	66 500	28 233	42,46	38 267	66 500	100,00		
SANTE																		
Tarififications des actes médicaux et d'hospitalisation (CNLC, CNLAT, CNAOB,DAF,CNRFP, DLM, structure déconcentrées)	211 882	128 053	60,44	108 783	51,34	202 550	50 657	25,01	144 147	71,17	206 800	71 972	34,80	134 828	206 800	100,00		
Centre National d'Education pour la Santé (CNESA)		0		0			0		0			0		0	0			

Nature de recettes	2019					2020					2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021	
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté
Frais de demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément technique DMP	a 15 000	b 8 130	c=b/a 54,20	e 31 800	f=e/a 212,00	g 18 000	h 11 520	i=h/g 64,00	j 41 790	k=i/g 232,17	l 21 000	m 24 570	n=m/l 117,00	-3 570	21 000	100,00
Prestations Direction Générale de la Pharmacie, des Laboratoires et du Médicament DGPLM	201 218	65 398	32,50	383 573	190,63									0	0	
Frais d'évaluation Comité d'Ethique et de Recherche en Santé (CERS)	14 000	3 080	22,00	9 643	68,88	15 400	13 283	86,25	30 748	199,66	17 500	12 635	72,20	4 865	17 500	100,00
Location de salles	7 900	1 735	21,96	10 980	138,99	8 500	1 637	19,26	7 743	91,09	8 500	3 375	39,71	5 125	8 500	100,00
Vente de produits pharmaceutiques (DGAP)						15 000	10 159	67,73	31 282	208,54	17 000	16 993	99,96	7	17 000	100,00
Recettes liées aux tests Covid-19							0		90 084		1 000 000	884 216	88,42	115 784	1 000 000	100,00
Total	450 000	206 396	45,87	544 779	121,06	259 450	87 256	33,63	345 793	133,28	1 270 800	1 013 761	79,77	257 039	1 270 800	100,00
M.E.N.A.P.L.N																
Vente de fiches de candidature aux examens et concours CEP	70 000	45 724	65,32	58 915	84,16	75 000	40 494	53,99	62 913	83,88	90 000	72 448	80,50	17 552	90 000	100,00
Recettes Imprimerie de la DGRIEF (ex DRINA)	3 000	721	24,03	721	24,03	4 000	0	0,00	0	0,00	10 000	0	0,00	10 000	10 000	100,00
Retrait de diplômes délivrés par le MENA	30 000	5 314	17,71	30 285	100,95	35 000	9 955	28,44	49 452	141,29	45 000	7 233	16,07	37 767	45 000	100,00
Autorisation d'ouverture CEG	35 000	22 131	63,23	72 288	206,54	45 000	23 913	53,14	92 125	204,72	60 000	42 056	70,09	17 944	60 000	100,00
Vente de manuels au préscolaire	75 000	21 459	28,61	135 075	180,10	60 000	5 992	9,99	159 796	266,33	70 000	5 852	8,36	64 148	70 000	100,00
Inscription aux examens et concours du secondaire	800 000	277 974	34,75	896 311	112,04	810 000	265 033	32,72	900 755	111,20	900 000	236 248	26,25	663 752	900 000	100,00
Retrait de diplôme et/ou toutes pièces équivalentes MESS	85 000	14 262	16,78	86 892	102,23	90 000	9 206	10,23	102 068	113,41	100 000	15 838	15,84	84 162	100 000	100,00
Prestations DGEFG	140 000	49 680	35,49	173 885	124,20	200 000	38 785	19,39	144 782	72,39	250 000	44 532	17,81	205 468	250 000	100,00
Prestations DGEFTP	5 000	2 509	50,18	5 885	117,70	15 000	2 512	16,75	8 619	57,46	23 000	321	1,40	22 679	23 000	100,00
Prestations DGEPFC	2 000	13	0,65	13	0,65	5 000	0	0,00	435	8,70	15 000	0	0,00	15 000	15 000	100,00
Location de salles du primaire	15 000	3 885	25,90	17 183	114,55	20 000	6 558	32,79	14 296	71,48	40 000	5 415	13,54	34 585	40 000	100,00
Location de salle (pied à terre) du secondaire	2 000	230	11,50	1 190	59,50	3 000	15	0,50	380	12,67	4 000	682	17,05	3 318	4 000	100,00
Total	1 262 000	443 902	35,17	1 478 642	117,17	1 362 000	402 462	29,55	1 535 619	112,75	1 607 000	430 626	26,80	1 176 374	1 607 000	100,00
M.E.S.R.S.I																
Prestations CARETDS	200	150	75,00	450	225,00	400	580	145,00	1 410	352,50	900	720	80,00	180	900	100,00
Prestations DGESUP	27 800	25 780	92,73	44 120	158,71	35 000	11 480	32,80	32 485	92,81	35 000	11 680	33,37	23 320	35 000	100,00
Location de salles	1 000	0	0,00	0	0,00									0	0	
Prestations DGRSI						20 000	0	0,00	4 200	21,00	10 000	0	0,00	10 000	10 000	100,00
Pénalités pour non respect du cahier des charges												500			500	

Nature de recettes	2019					2020					2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021	
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l			
Location de véhicule de transport du MESRSI												180			180	
Total	29 000	25 930	89,41	44 570	153,69	55 400	12 060	21,77	38 095	68,76	45 900	13 080	28,50	33 500	46 580	101,48
AGRICULTURE, DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES & DE LA MECANISATION																
Contrôle sur les pesticides	110 000	63 631	57,85	77 714	70,65	78 000	28 932	37,09	55 817	71,56	78 000	40 389	51,78	37 611	78 000	100,00
Taxe inspection phytosanitaires	140 000	58 534	41,81	148 420	106,01	109 000	55 506	50,92	152 835	140,22	110 000	56 944	51,77	53 057	110 000	100,00
Taxe contrôle de la qualité des produits et du conditionnement.	490 000	140 389	28,65	387 953	79,17	290 000	133 587	46,06	388 688	134,03	400 000	131 803	32,95	268 197	400 000	100,00
Contrôle sur les engrais		25		8 645		15 958	71 414	447,51	130 378	817,00	103 200	37 539	36,38	65 661	103 200	100,00
Location de salles	2 500	300	12,00	1 755	70,20	2 500	400	16,00	945	37,80	2 500	735	29,40	1 765	2 500	100,00
Total	742 500	262 878	35,40	624 488	84,11	495 458	289 838	58,50	728 662	147,07	693 700	267 409	38,55	426 291	693 700	100,00
MEA																
Ventes de dossiers d'agrément	4 500	3 400	75,56	7 460	165,78	5 500	4 160	75,64	10 370	188,55	6 500	5 540	85,23	960	6 500	100,00
Total	4 500	3 400	75,56	7 460	165,78	5 500	4 160	75,64	10 370	188,55	6 500	5 540	85,23	960	6 500	100,00
															0	
RESSOURCES ANIMALES & HALIEUTIQUES																
Laboratoire National d'Elevage	12 500	540	4,32	2 603	20,82	3 000	668	22,25	1 498	49,94	3 500	1 050	29,99	2 450	3 500	100,00
Station d'élevage	30 000	5 134	17,11	7 003	23,34	6 000	500	8,33	1 140	19,00	7 000	3 720	53,14	3 280	7 000	100,00
Enregistrement des spécialités des produits pharmaceutiques		0		0			0		0			0		0	0	
Taxe d'inspection vétérinaire aux frontières	175 000	55 944	31,97	122 427	69,96	78 000	175 726	225,29	363 662	466,23	105 000	336 814	320,78	-231 814	105 000	100,00
Frais de dossiers (création et ouvertures d'écoles privées)	9 000	0	0,00	8 610	95,67	10 000	5 145	51,45	11 825	118,25	10 000	0	0,00	10 000	10 000	100,00
Location de salles	3 500	305	8,71	892	25,49	2 000	50	2,50	75	3,75	2 500	0	0,00	2 500	2 500	100,00
Recettes en matière de pêche	90 000	13 801	15,33	40 765	45,29	60 000	25 945	43,24	46 334	77,22	65 000	36 004	55,39	28 996	65 000	100,00
Total	320 000	75 724	23,66	182 299	56,97	159 000	208 033	130,84	424 534	267,00	193 000	377 587	195,64	-184 587	193 000	100,00
GRANDE CHANCELLERIE																
Droit de chancellerie	19 000	3 809	20,05	32 370	170,37	22 000	1 707	7,76	37 966	172,57	22 000	2 241	10,19	19 759	22 000	100,00
Vtes Emblèmes et Armoiries	8 000	1 456	18,20	1 028	12,85	8 000	674	8,42	1 828	22,86	8 000	649	8,11	7 351	8 000	100,00
Total	27 000	5 265	19,50	33 398	123,70	30 000	2 380	7,93	39 794	132,65	30 000	2 890	9,63	27 110	30 000	100,00
PRESIDENCE DU FASO																
Location de salles Ouaga 2000	166 000	44 183	26,62	104 063	62,69	75 600	41 886	55,40	117 936	156,00	75 600	30 558	40,42	45 042	75 600	100,00

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
Location de salles SP/CNLS	400	0	0,00	0	0,00	240	0	0,00	0	0,00	240	0	0,00	240	240	100,00		
Location de salles Centre National de Archives	8 000	0	0,00	0	0,00	4 800	0	0,00	0	0,00	4 800	0	0,00	4 800	4 800	100,00		
Location de Cafetariat Centre National des Archives	600	0	0,00	0	0,00	360	0	0,00	0	0,00	360	0	0,00	360	360	100,00		
Total	175 000	44 183	25,25	104 063	59,46	81 000	41 886	51,71	117 936	145,60	81 000	30 558	37,73	50 442	81 000	100,00		
SECURITE																		
Visas d'entrées à l'aéroport	1 500 000	626 246	41,75	1 370 834	91,39	1 150 000	333 603	29,01	770 203	66,97	1 300 000	371 292	28,56	928 708	1 300 000	100,00		
Activité des sociétés de gardiennage	4 000	0	0,00	175	4,38	4 000	1 100	27,50	6 500	162,50	4 000	4 700	117,50	-700	4 000	100,00		
Fabrication et reproduction des tampons	400	0	0,00	0	0,00	400	0	0,00	100	25,00	400	100	25,00	300	400	100,00		
Fabrication et reproduction de clefs	400	0	0,00	0	0,00	400	0	0,00	400	100,00	400	200	50,00	200	400	100,00		
Frais de délivrance Visa Touristique Entente (VTE)	10 000	2 325	23,25	4 775	47,75	10 000	625	6,25	1 025	10,25	5 000	625	12,50	4 375	5 000	100,00		
Sociétés d'investigation		0		0			0		0			0		0	0			
Badges, immatriculation d'armes		0		0			0							0	0			
Passeports ordinaires	2 100 000	1 243 750	59,23	2 899 000	138,05	2 095 000	740 350	35,34	1 717 694	81,99	2 295 000	764 950	33,33	1 530 050	2 295 000	100,00		
Agrément de fabrication, réparateurs et vendeurs d'armes à feu	500	0	0,00	175	35,00	500	0	0,00	0	0,00	300	450	150,00	-150	300	100,00		
Agrément de vendeurs de munitions	300	0	0,00	0	0,00	300	200	66,67	1 725	575,00	300	650	216,67	-350	300	100,00		
Permis de port d'armes	300	0	0,00	0	0,00	300	0	0,00	0	0,00	300	0	0,00	300	300	100,00		
Autorisation d'achat d'armes à feu	300	0	0,00	0	0,00	300	0	0,00	75	25,00	300	0	0,00	300	300	100,00		
Amendes forfaitaires de police		0					0		0			0		0	0			
Location de salles						500	0	0,00	516	103,20	500	0	0,00	500	500	100,00		
Total	3 616 200	1 872 321	51,78	4 274 959	118,22	3 261 700	1 075 878	32,99	2 498 238	76,59	3 606 500	1 142 967	31,69	2 463 533	3 606 500	100,00		
ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION																		
Services rétribués des sapeurs pompiers	10 000	1 599	15,99	1 599	15,99	5 000	1 050	21,00	5 402	108,03	4 000	432	10,81	3 568	4 000	100,00		
Services Retribués Prestation Direction Générale des Libertés Publiques et Affaires Politiques (DGLPAP)	30 000	32 150	107,17	47 830	159,43	40 000	19 795	49,49	53 370	133,43	40 000	22 935	57,34	17 065	40 000	100,00		
Total	40 000	33 749	84,37	49 429	123,57	45 000	20 845	46,32	58 772	130,60	44 000	23 367	53,11	20 633	44 000	100,00		
INDUSTRIE, COMMERCE & ARTISANAT																		
Frais d'Etude de dossiers et demande d'agrément au code des investissements	2 000	870	43,50	2 490	124,50	2 100	510	24,29	2 130	101,43	2 100	1 830	87,14	270	2 100	100,00		
Frais de délivrance des agréments au code des investissements	4 000	1 600	40,00	5 900	147,50	4 500	2 700	60,00	7 100	157,78	4 500	2 430	54,00	2 070	4 500	100,00		

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
Frais de délivrance des cartes professionnelles de commerçants	50 000	27 243	54,49	74 228	148,46	55 000	33 968	61,76	83 445	151,72	65 000	33 329	51,28	31 671	65 000	100,00		
Certificat National de Conformité				0			0		0			0		0	0			
Amendes et confiscation	250 000	116 849	46,74	315 665	126,27	275 000	334 462	121,62	716 926	260,70	400 000	326 760	81,69	73 241	400 000	100,00		
Prélèvement sur les exportations de l'anacarde	500 000	337 437	67,49	419 999	84,00	0	0		0			0		0	0			
Constatation de démarrage d'activités industrielles		730		1 200		500	170	34,00	670	134,00	400	90	22,50	310	400	100,00		
Autorisation speciale d'exportation		6 820		16 360		13 000	7 340	56,46	13 800	106,15	15 000	7 180	47,87	7 820	15 000	100,00		
Autorisation speciale d'importation		41 475		113 660		80 500	57 300	71,18	139 770	173,63	90 000	64 330	71,48	25 670	90 000	100,00		
Autorisation d'implantation d'unité industrielle		4 900		10 650		9 500	3 450	36,32	9 900	104,21	9 000	4 050	45,00	4 950	9 000	100,00		
Visite physique de site		200		410		500	270	54,00	840	168,00	500	2 280	456,00	-1 780	500	100,00		
Visa du monopole des tabas		3 000		8 700		6 500	3 800	58,46	10 500	161,54	7 000	3 100	44,29	3 900	7 000	100,00		
Agréments de distributeur des produits pétroliers et dérivés		2 950		6 800		5 000	4 850	97,00	14 000	280,00	6 000	2 550	42,50	3 450	6 000	100,00		
Frais d'étude de dossier de demande de parcelles en zone industrielle		50		925		100	25	25,00	300	300,00	100	125	125,00	-25	100	100,00		
Agréments Entrepouseur Produits Monopole Tabac		13 500		13 500		23 000	11 000	47,83	11 500	50,00	11 000	15 500	140,91	-4 500	11 000	100,00		
Agrément de fabriquant des produits du monopole des tabacs	0	0				5 000	0	0,00	5 000	100,00		0		0	0			
Redevance pour loyer		0		12 800			0		0			0		0	0			
Acte d'avis de demande de parc en zones industrielles		0		1 600			100		825		500	0	0,00	500	500	100,00		
Agrément au schéma de libéralisation CEDEAO		0		200			400		1 300		500	400	80,00	100	500	100,00		
Total	806 000	557 624	69,18	1 005 087	124,70	480 200	460 345	95,87	1 018 006	212,00	611 600	463 954	75,86	147 647	611 600	100,00		
ENERGIE, MINES & CARRIERES																		
Frais dépôt dossiers agrément achat/vente et export. or	500	1 550	310,00	4 190	838,00	500	2 330	466,00	6 130	1226,00	500	1 505	300,90	-1 005	500	100,00		
Pénalités de retard sur paiement des taxes et redevances proportionnelles	30 000	21 481	71,60	191 401	638,00	30 301	136 264	449,70	478 671	1579,72	30 301	64 300	212,20	-33 999	30 301	100,00		
Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficiare	73 912 941	23 057 434	31,20	59 187 956	80,08	75 106 697	35 859 112	47,74	91 235 224	121,47	80 000 000	29 033 124	36,29	51 966 141	80 999 265	101,25		
Taxes superfciaires	10 268 184	4 141 218	40,33	8 638 720	84,13	10 323 751	708 253	6,86	12 477 396	120,86	10 323 751	3 433 937	33,26	6 889 814	10 323 751	100,00		
Droits fixes sur titres miniers	854 250	645 785	75,60	921 235	107,84	856 500	351 500	41,04	1 013 100	118,28	856 500	262 650	30,67	593 850	856 500	100,00		
Amendes/BNAF		16 330		61 090			0		30 864			0		0	0			
Vente d'or saisi/BNAF							0		63 551			0		0	0			
Taxes pour le développement de la Télé	2 750 000	1 738 701	63,23	4 090 042	148,73	3 110 000	699 802	22,50	1 075 057	34,57	3 110 000	588 790	18,93	2 521 210	3 110 000	100,00		
Agrément tech électricité	5 000	2 410	48,20	6 570	131,40	5 000	5 840	116,80	32 590	651,80	5 000	24 350	487,00	-19 350	5 000	100,00		

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
Total	87 820 875	29 624 910	33,73	73 101 204	83,24	89 432 749	37 763 101	42,23	106 412 583	118,99	94 326 052	33 408 655	35,42	61 916 662	95 325 317	101,06		
JUSTICE,DROITS HUMAINS ET PROMOTION CIVIQUE																		
Tarifification des actes de justice	1 500 000	659 989	44,00	3 241 694	216,11	1 898 800	510 353	26,88	1 428 374	75,23	1 898 800	635 791	33,48	1 263 009	1 898 800	100,00		
Frais et amendes de justice (condamnations pécuniaires)	104 800	8 613	8,22	34 421	32,84	100 000	5 790	5,79	21 495	21,49	100 000	10 718	10,72	89 282	100 000	100,00		
Location de car	1 200	555	46,25	605	50,42	1 200	0	0,00	0	0,00	1 200	80	6,67	1 120	1 200	100,00		
Total	1 606 000	669 157	41,67	3 276 720	204,03	2 000 000	516 143	25,81	1 449 868	72,49	2 000 000	646 589	32,33	1 353 411	2 000 000	100,00		
MJF/IP																		
Permis de conduire (poids lourds)	11 500	703	6,11	1 121	9,75	11 400	0	0,00	23 502	206,16	24 700	228	0,92	24 472	24 700	100,00		
Carte jeune ou Kit d'installation jeune	6 300	0	0,00	0	0,00		0		0			0		0	0			
Retrait de diplômes délivrés par le MJE	3 000	860	28,67	2 654	88,47	3 500	331	9,46	1 611	46,03	3 500	590	16,86	2 910	3 500	100,00		
Location de cars	1 500	80	5,33	150	10,00	1 500	0	0,00	375	25,00	500	75	15,00	425	500	100,00		
Formation en entrep. Jeune/CMD		0		0			0		0			0		0	0			
Certification de qualification professionnelle (CQP)	20 000	14 208	71,04	18 030	90,15	20 500	11 412	55,67	15 237	74,33	21 500	14 635	68,07	6 865	21 500	100,00		
Inscriptions examens de Brevet Qualification Professionnelle (BQP)	3 000	5 088	169,60	5 643	188,10	3 500	3 990	114,00	4 275	122,14	4 000	4 410	110,25	-410	4 000	100,00		
Inscriptions examens de Brevet Professionnel de Technicien (BPT)	2 500	2 753	110,10	3 165	126,60	3 000	1 748	58,25	1 778	59,25	3 500	2 355	67,29	1 145	3 500	100,00		
Retrait de certificats délivrés par le MJFPE	1 000	25	2,50	25	2,50	1 500	0	0,00	0	0,00		0		0	0			
Frais d'étude de dossiers Centre de Formation Professionnelle Privé	2 500	300	12,00	5 320	212,80	3 500	2 200	62,86	8 000	228,57	4 000	1 300	32,50	2 700	4 000	100,00		
Vente de produits de la certification (CQP et BQP)	1 500	4 860	324,00	5 615	374,30	2 500	664	26,56	2 112	84,48	3 500	327	9,33	3 174	3 500	100,00		
Autorisation de former	200	195	97,50	875	437,50	1 000	300	30,00	1 747	174,70	1 000	290	29,00	710	1 000	100,00		
Brevet professionnel de technicien spécialisé (BPTS)		330		490			620		620		1 000	213	21,25	788	1 000	100,00		
Autorisation de diriger		50		425			150		745		1 000	100	10,00	900	1 000	100,00		
Location de salles		75		150			0		0		500	175	35,00	325	500	100,00		
Reversement au Trésor par la régie d'avances				83			5		8			0		0	0			
Autorisation d'organiser des activités Socio-éducatives											500	0	0,00	500	500	100,00		
Frais d'étude de dossiers de demande d'ouverture de centres de formation professionnelle privés											1 500	100	6,67	1 400	1 500	100,00		
Création d'unité économique											10 500		0,00	10 500	10 500	100,00		
Total	53 000	29 527	55,71	43 745	82,54	51 900	21 420	41,27	60 010	115,63	81 200	24 797	30,54	56 403	81 200	100,00		

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
ENVIRONNEMENT, ECONOMIE VERTE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE																		
Redevances, taxes, amendes & autres recettes en matière forestière	1 000 000	406 948	40,69	809 895	80,99	657 500	390 077	59,33	737 738	112,20	725 000	402 620	55,53	322 380	725 000	100,00		
Redevances, taxes, amendes & autres recettes en matière de faune sauvage	150 000	18 765	12,51	23 609	15,74	30 000	10 757	35,86	14 420	48,07	30 000	12 656	42,19	17 344	30 000	100,00		
Recettes Contentieuses du Min. Environnement & Cadre de vie	300 000	63 464	21,15	152 286	50,76	53 750	56 784	105,64	145 519	270,73	115 000	68 665	59,71	46 335	115 000	100,00		
Prestations de l'Autorité de Régulation de Sureté Nucléaire (ARSN)	15 000	5 450	36,33	20 635	137,57	16 000	6 060	37,88	18 190	113,69	20 000	7 460	37,30	12 540	20 000	100,00		
Prestations Bur. National des évaluations Environnementales (BUNEE) et gestion Déchets spéciaux	235 000	82 330	35,03	227 347	96,74	235 000	136 857	58,24	250 645	106,66	0	105 790		-105 790	0			
Total	1 700 000	576 957	33,94	1 233 773	72,57	992 250	600 534	60,52	1 166 512	117,56	890 000	597 191	67,10	292 809	890 000	100,00		
ECONOMIE NUMERIQUE, POSTES ET TRANSFORMATION DIGITALE																		
Agrément technique en matière informatique	30 760	17 785	57,82	37 910	123,24	40 000	12 640	31,60	38 640	96,60	55 000	34 075	61,95	20 925	55 000	100,00		
formations sur les outils bureautiques	0	0		0		0	0		0		0	0		0	0			
Délivrance du passeport TIC	7 000	0	0,00	0	0,00	10 000	0	0,00	0	0,00	17 500	0	0,00	17 500	17 500	100,00		
Contrôle technique des chantiers informatique	7 100	0	0,00	0	0,00		0		0		0	0		0	0			
demande de certificat de conformité digital	0	0		0		0	0		0		0	0		0	0			
homologation des équipements informatiques	5 000	0	0,00	0	0,00		0		0		250 000	0	0,00	250 000	250 000	100,00		
formation sur le métier du numérique	10 000	0	0,00	0	0,00	5 000	0	0,00	0	0,00	10 000	0	0,00	10 000	10 000	100,00		
Agrément technique incubateurs TIC	5 000	0	0,00	0	0,00	5 000	0	0,00	0	0,00	5 000	0	0,00	5 000	5 000	100,00		
Total	64 860	17 785	27,42	37 910	58,45	60 000	12 640	31,60	38 640	64,40	337 500	34 075	10,10	303 425	337 500	100,00		
MFSNF																		
Adoption internationale d'enfants	20 000	4 057	20,28	8 587	42,93	20 700	4 636	22,40	7 223	34,89	22 000	2 421	11,00	19 579	22 000	100,00		
Adoption nationale d'enfants	5 000	2 340	46,80	8 580	171,60	5 300	1 620	30,57	5 100	96,23	5 800	3 005	51,81	2 795	5 800	100,00		
Garde temporaire d'enfants	500	77	15,40	531	106,15	600	130	21,62	821	136,90	800	170	21,25	630	800	100,00		
Placement d'enfants en institution publique spécialisée	2 500	60	2,40	1 575	63,00	2 700	75	2,78	1 725	63,89	2 900	120	4,14	2 780	2 900	100,00		
Autorisation d'ouverture d'établissement	2 500	200	8,00	850	34,00	2 700	350	12,96	1 800	66,67	3 000	650	21,67	2 350	3 000	100,00		
Contribution des Associations Féminines		0		0			0		0		500	0	0,00	500	500	100,00		
Activité des socio-éducatives		0		0			0		0			55			55			
Total	30 500	6 734	22,08	20 122	65,97	32 000	6 811	21,28	16 669	52,09	35 000	6 421	18,35	28 634	35 055	100,16		
ECONOMIE, FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT																		

Nature de recettes	2019					2020					2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021	
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l			
DGMP-DGB-DGPE-DGSI-CNLCF-SCSP																0
Vente dossier d'appels d'offres (DG-CMEF)	800 000	246 040	30,76	825 323	103,17	731 125	611 421	83,63	1 271 348	173,89	830 000	604 541	72,84	225 459	830 000	100,00
Frais de prestation de la Direction de la solde (DS)	20 000	6 144	30,72	20 323	101,61	20 000	6 550	32,75	37 054	185,27	22 600	8 243	36,47	14 357	22 600	100,00
Frais de prestations DGSI	168 000	96 519	57,45	139 681	83,14	168 000	41 071	24,45	57 173	34,03	160 000	38 412	24,01	121 588	160 000	100,00
Location de salle (DGCOOP)	7 000	1 800	25,71	6 000	85,71	7 000	1 200	17,14	5 000	71,43	7 200	2 600	36,11	4 600	7 200	100,00
Prestations DPAAE	80 000	27 646	34,56	73 806	92,26	80 000	7 452	9,32	20 079	25,10	70 000	21 163	30,23	48 837	70 000	100,00
Prestations Direction des Domaines des Affaires Immobilières Et de l'Equipement de l'Etat (DDAIE)	325 000	4 600	1,42	226 997	69,85	325 000	0	0,00	291 827	89,79	356 500	20 219	5,67	336 281	356 500	100,00
Amendes et confiscations (CNLF)	150 000	67 801	45,20	182 300	121,53	200 000	82 009	41,00	347 876	173,94	102 200	78 167	76,48	24 033	102 200	100,00
DAMOF																0
Revenu du portefeuille de l'Etat (Dividende)	26 524 934	7 923 138	29,87	45 008 712	169,68	25 000 000	12 033 619	48,13	58 610 630	234,44	31 250 400	215 705	0,69	31 034 695	31 250 400	100,00
Reversement ARCEP	9 081 523	0	0,00	14 824 589	163,24	3 581 523	0	0,00	7 396 558	206,52	3 581 523	0	0,00	3 581 523	3 581 523	100,00
Loyer SOPATEL SILMANDE		87 286		153 279			0		0			0		0	0	
Redevance zone cotonnière		0		801 668			0		0			734 043		-734 043	0	
Reversement intérêts sur prêt et avances		0					0		0			0		0	0	
Reversement intérêts rôtrocédés remis par la France		0					0		0			0		0	0	
Reversement des bonifications d'intérêts de prêt		0					0		0			0		0	0	
Reversements des créances Bancaires (BRCB)		0					0		0			0		0	0	
DDP																0
Reversement intérêts sur prêt et avances	2 557 641	824 338	32,23	2 088 121	81,64	2 513 221	43 587	1,73	2 262 914	90,04	2 050 091	852 897	41,60	1 197 195	2 050 091	100,00
Remboursement principal sur prêts et avances	9 154 246	3 963 393	43,30	8 773 707	95,84	7 203 729	404 849	5,62	9 470 638	131,47	10 068 599	3 983 433	39,56	6 085 166	10 068 599	100,00
																0
AJT																0
Frais et amendes de justice (AJT)	50 000	0	0,00	2 098	4,20	50 000	0	0,00	0	0,00	50 000	0	0,00	50 000	50 000	100,00
Créances Diverses (AJT)	700 000	153 711	21,96	739 522	105,65	1 000 000	336 702	33,67	677 532	67,75	642 266	97 571	15,19	544 695	642 266	100,00
																0
RG																0
Licence de téléphonie mobile	120 000 000	0	0,00	120 000 000	100,00	51 500 000	24 000 000	46,60	51 500 000	100,00	32 500 000	16 000 000	49,23	16 500 000	32 500 000	100,00

Nature de recettes	2019						2020						2021					
	Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		31-déc		Prévisions	31-mai		Perspectives de recouv du 1er juin au 31 décembre 2021	Recouv projetés au 31 décembre 2021			
		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %	Recouv	Taux en %		Recouv	Taux en %		Montant	Taux en % projeté		
	a	b	c=b/a	e	f=e/a	g	h	i=h/g	j	k=i/g	l	m	n=m/l					
Pénalités sur Marchés Administratifs	825 000	0	0,00	660 628	80,08	825 000	218 877	26,53	674 262	81,73	825 000	354 471	42,97	470 529	825 000	100,00		
Intérêts sur Traités en Douane	50 000	0	0,00	0	0,00	50 000	0	0,00	0	0,00	50 000	0	0,00	50 000	50 000	100,00		
Recettes en Atténuation des Dépenses	15 472 721	21 476 594	138,80	30 034 687	194,11	17 811 618	7 545 440	42,36	16 961 346	95,23	7 644 980	5 728 599	74,93	1 916 381	7 644 980	100,00		
Produits Divers non Classés	6 500 000	18 499	0,28	205 626	3,16	195 160	60 243	30,87	260 605	133,53	195 160	27 316	14,00	167 844	195 160	100,00		
Total	192 466 065	34 897 510	18,13	224 767 066	116,78	111 261 376	45 393 020	40,80	149 844 842	134,68	90 406 519	28 767 380	31,82	61 639 139	90 406 519	100,00		
Total général	303 500 000	74 272 094	24,47	323 071 897	2 662,90	221 267 348	91 066 280	41,16	279 595 496	126,36	208 542 071	72 394 803	34,71	137 147 268	209 542 071	100,48		

Annexe 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE DES EXERCICES 2019, 2020 ET 2021 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Étiquettes de lignes	2019					2020					2021					
	MT_CRED _CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED _CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP LFI	MT_CRED_CP LFR	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
DEPENSES ORDINAIRES	1 636 728 241	567 259 820	34,66	1 612 324 494	98,51	1 681 999 629	576 797 089	34,29	1 664 086 902	98,94	1 775 048 794	1 780 520 191	807 750 190	45,37	784 241 483	44,05
Charges financières de la dette	100 000 000	36 108 071	36,11	116 771 993	116,77	113 380 000	44 955 541	39,65	138 116 866	121,82	173 600 000	173 600 000	71 608 991	41,25	71 608 991	41,25
Dépenses de personnel	845 900 000	340 990 719	40,31	844 235 842	99,80	898 000 000	315 443 616	35,13	897 194 840	99,91	950 000 000	950 000 000	417 000 438	43,89	417 000 438	43,89
Dépenses d'acq. de B&S	209 712 695	51 841 643	24,72	201 103 882	95,89	181 609 795	43 305 799	23,85	175 835 685	96,82	198 500 000	205 126 780	75 437 345	36,78	65 713 220	32,04
Dépenses de transferts courants	480 615 046	137 974 569	28,71	449 855 911	93,60	488 509 834	173 064 001	35,43	452 483 622	92,63	452 448 794	451 043 411	243 021 608	53,88	229 237 026	50,82
Dépenses en attén. des recettes	500 500	344 818	68,89	356 866	71,30	500 000	28 132	5,63	455 889	91,18	500 000	750 000	681 808	90,91	681 808	90,91
DEPENSES EN CAPITAL	716 315 448	171 262 084	23,91	525 306 710	73,33	845 898 246	278 432 857	32,92	758 995 231	89,73	876 725 704	892 263 332	321 503 822	36,03	291 665 004	32,69
Investis. exécutés par l'Etat	711 258 487	170 374 325	23,95	523 999 518	73,67	780 898 246	277 545 098	35,54	697 301 914	89,29	856 725 704	872 263 332	320 275 160	36,72	290 436 342	33,30
Financement Etat	409 296 810	86 793 782	21,21	393 632 721	96,17	428 603 174	141 184 010	32,94	411 910 033	96,11	511 149 621	526 687 249	160 855 050	30,54	131 016 232	24,88
<i>Etat seul</i>	376 344 825	83 105 414	22,08	361 119 820	95,95	391 946 267	137 681 313	35,13	376 804 238	96,14	455 005 919	448 407 053	145 273 727	32,40	121 244 737	27,04
<i>Contrepartie Etat</i>	32 951 985	3 688 368	11,19	32 512 901	98,67	36 656 907	3 502 697	9,56	35 105 795	95,77	56 143 702	78 280 196	15 581 323	19,90	9 771 495	12,48
Financement Extérieur	301 961 677	83 580 543	27,68	130 366 797	43,17	352 295 072	136 361 088	38,71	285 391 881	81,01	345 576 083	345 576 083	159 420 110	46,13	159 420 110	46,13
<i>Subvention</i>	171 261 677	29 088 400	16,98	44 084 406	25,74	208 833 841	50 271 419	24,07	141 930 650	67,96	221 086 083	221 086 083	70 575 027	31,92	70 575 027	31,92
<i>Prêt</i>	130 700 000	54 492 142	41,69	86 282 391	66,02	143 461 231	86 089 669	60,01	143 461 231	100,00	124 490 000	124 490 000	88 845 084	71,37	88 845 084	71,37
Transferts en capital	5 056 961	887 759	17,56	1 307 192	25,85	65 000 000	887 759	1,37	61 693 317	94,91	20 000 000	20 000 000	1 228 662	6,14	1 228 662	6,14
TOTAL GENERAL	2 353 043 689	738 521 903	31,39	2 137 631 204	90,85	2 527 897 875	855 229 946	33,83	2 423 082 133	95,85	2 651 774 498	2 672 783 523	1 129 254 012	42,25	1 075 906 487	40,25

Annexe 5: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME BUDGETAIRE DES EXERCICES 2019, 2020 ET 2021 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
01 Présidence du Faso		37 518 586	13 017 685	34,70	36 882 440	98,30	29 776 583	15 454 135	51,90	29 560 993	99,28	35 409 448	22 888 982	64,64	21 959 878	62,02
	001 Pilotage de l'action présidentielle	31 619 006	12 609 251	39,88	30 984 110	97,99	23 968 239	10 111 135	42,19	23 752 649	99,10	27 566 220	15 928 982	57,78	14 999 878	54,41
	002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	613 851	208 434	33,96	612 601	99,80	505 344	140 000	27,70	505 344	100,00	696 360	260 000	37,34	260 000	37,34
	003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	5 285 729	200 000	3,78	5 285 729	100,00	5 303 000	5 203 000	98,11	5 303 000	100,00	7 146 868	6 700 000	93,75	6 700 000	93,75
02 Secrétariat Général du Gouv. et du C. des Ministres		1 096 167	314 676	28,71	1 083 681	98,86	856 586	323 214	37,73	856 586	100,00	1 203 083	530 668	44,11	355 068	29,51
	004 Organisation du travail gouvernemental	1 096 167	314 676	28,71	1 083 681	98,86	856 586	323 214	37,73	856 586	100,00	1 203 083	530 668	44,11	355 068	29,51
03 Primature		18 183 410	2 800 383	15,40	18 044 665	99,24	17 622 241	1 410 444	8,00	17 622 241	100,00	16 483 285	10 444 815	63,37	10 286 397	62,41
	005 Soutien à l'action du Premier Ministre	2 352 797	384 729	16,35	2 241 539	95,27	2 032 762	324 894	15,98	2 032 762	100,00	3 403 541	649 621	19,09	578 854	17,01
	006 Appui à la gouvernance	2 610 517	1 135 009	43,48	2 588 508	99,16	6 147 712	253 230	4,12	6 147 712	100,00	1 478 902	694 676	46,97	679 525	45,95
	007 Pilotage des projets stratégiques	11 445 421	1 140 136	9,96	11 445 421	100,00	7 407 824	286 162	3,86	7 407 824	100,00	9 664 468	8 090 025	83,71	8 052 525	83,32
	008 Promotion du capital humain	1 774 675	140 509	7,92	1 769 197	99,69	2 033 943	546 158	26,85	2 033 943	100,00	1 936 374	1 010 493	52,18	975 493	50,38
04 Parlement		20 867 384	10 433 692	50,00	20 867 384	100,00	18 939 506	9 469 753	50,00	18 939 506	100,00	26 786 670	12 393 335	46,27	12 393 335	46,27
	134 Fonction parlementaire	20 867 384	10 433 692	50,00	20 867 384	100,00	18 939 506	9 469 753	50,00	18 939 506	100,00	26 786 670	12 393 335	46,27	12 393 335	46,27
05 Conseil Economique et Social		829 652	510 076	61,48	823 342	99,24	768 229	554 849	72,22	768 229	100,00	897 783	717 469	79,92	717 469	79,92
	009 Conseil Economique et Social	829 652	510 076	61,48	823 342	99,24	768 229	554 849	72,22	768 229	100,00	897 783	717 469	79,92	717 469	79,92
09 Ministère de l' Adm.Territ. et de la Décentr.		36 364 770	15 023 678	41,31	36 103 627	99,28	37 281 591	16 939 229	45,44	35 422 539	95,01	46 724 551	17 185 133	36,78	16 441 376	35,19
	011 Administration du territoire	13 712 293	3 259 678	23,77	13 601 887	99,19	13 711 275	3 699 527	26,98	11 909 964	86,86	13 693 781	3 064 347	22,38	3 015 772	22,02
	013 Protection civile	3 296 369	1 454 143	44,11	3 294 112	99,93	4 039 418	2 764 218	68,43	4 039 418	100,00	8 297 472	3 463 143	41,74	3 096 143	37,31
	014 Décentralisation	13 304 833	7 947 425	59,73	13 298 838	99,95	15 060 854	8 608 227	57,16	15 060 854	100,00	20 136 803	8 689 779	43,15	8 644 779	42,93

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	015 Etat civil	207 298	0	0,00	199 193	96,09	70 086	0	0,00	70 086	100,00	679 343	0	0,00	0	0,00
	016 Pilotage et soutien des services du MATD	5 843 977	2 362 432	40,43	5 709 597	97,70	4 399 958	1 867 257	42,44	4 342 217	98,69	3 917 152	1 967 864	50,24	1 684 682	43,01
10 Ministère de la Justice, des Dr. Hum. et Pro. Civiq.		32 738 672	8 450 826	25,81	30 853 488	94,24	27 459 029	9 846 024	35,86	27 459 029	100,00	31 750 217	14 071 815	44,32	11 351 945	35,75
	017 Administration judiciaire	12 830 402	3 158 443	24,62	11 268 638	87,83	9 717 195	3 942 823	40,58	9 717 195	100,00	14 526 370	5 976 485	41,14	4 389 131	30,21
	018 Administration pénitentiaire	12 167 586	2 912 960	23,94	11 910 610	97,89	9 645 084	3 419 727	35,46	9 645 084	100,00	12 029 000	4 517 497	37,56	3 686 251	30,64
	019 Droits humains	358 340	0	0,00	352 436	98,35	415 068	3 750	0,90	415 068	100,00	1 279 227	0	0,00	0	0,00
	20 Citoyenneté et paix	256 930	0	0,00	252 383	98,23	148 844	600	0,40	148 844	100,00	469 924	0	0,00	0	0,00
	021 Pilotage et soutien	7 125 414	2 379 423	33,39	7 069 421	99,21	7 532 838	2 479 124	32,91	7 532 838	100,00	3 445 696	3 577 833	103,83	3 276 563	95,09
11 Ministère de la Défense Nat. et Anc. Combattants		209 727 446	101 668 071	48,48	209 727 010	100,00	223 174 532	56 036 748	25,11	223 174 532	100,00	254 601 165	123 912 938	48,67	123 912 938	48,67
	022 Défense	33 568 783	16 086 784	47,92	33 568 783	100,00	19 994 964	9 997 482	50,00	19 994 964	100,00	64 054 834	30 277 417	47,27	30 277 417	47,27
	023 Préparation et emploi des forces	80 205 582	40 105 995	50,00	80 205 582	100,00	85 237 704	15 838 382	18,58	85 237 704	100,00	100 357 535	49 983 400	49,81	49 983 400	49,81
	024 Equipement des forces	16 284 301	8 151 753	50,06	16 283 865	100,00	19 835 312	9 807 133	49,44	19 835 312	100,00	8 945 748	4 484 365	50,13	4 484 365	50,13
	025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	34 558 897	17 279 451	50,00	34 558 897	100,00	33 572 947	1 091 001	3,25	33 572 947	100,00	35 852 938	17 926 473	50,00	17 926 473	50,00
	026 Renforcement du lien Armée-Nation	1 268 683	634 344	50,00	1 268 683	100,00	844 447	206 568	24,46	844 447	100,00	1 349 841	674 926	50,00	674 926	50,00
	027 Pilotage et soutien	43 841 200	19 409 744	44,27	43 841 200	100,00	63 689 158	19 096 182	29,98	63 689 158	100,00	44 040 269	20 566 357	46,70	20 566 357	46,70
12 Ministère Aff. Etrang., Coop., l'Intégr. Afr. Burkinabè de l'Ext.		44 539 735	2 322 586	5,21	43 466 692	97,59	46 649 944	4 676 560	10,02	46 649 944	100,00	57 550 607	29 954 713	52,05	16 638 959	28,91
	028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	38 386 860	155 951	0,41	37 597 401	97,94	40 436 684	2 037 150	5,04	40 436 684	100,00	48 412 547	26 795 202	55,35	15 193 362	31,38
	029 Intégration africaine	2 315 572	1 451 747	62,69	2 168 805	93,66	1 880 172	1 719 338	91,45	1 880 172	100,00	1 420 460	1 230 762	86,65	22 039	1,55
	030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 837 303	714 888	18,63	3 700 486	96,43	4 196 454	851 434	20,29	4 196 454	100,00	7 279 641	1 928 749	26,50	1 423 558	19,56
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	0	0	0,00	0	0,00	136 634	68 638	50,23	136 634	100,00	437 959	0	0,00	0	0,00
13 Ministère de la Sécurité		103 135 512	30 301 574	29,38	102 118 388	99,01	114 512 139	53 693 553	46,89	114 209 541	99,74	117 069 344	51 537 747	44,02	50 859 789	43,44

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	010 Sureté de l'Etat	943 184	606 797	64,33	943 184	100,00	1 000 000	1 000 000	100,00	1 000 000	100,00	1 100 000	1 100 000	100,00	1 100 000	100,00
	012 Sécurité intérieure	83 462 598	27 478 282	32,92	82 501 094	98,85	97 044 579	46 305 010	47,72	96 972 946	99,93	107 270 247	36 336 515	33,87	35 828 796	33,40
	139 Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	18 729 730	2 216 495	11,83	18 674 110	99,70	16 467 560	6 388 543	38,79	16 236 595	98,60	8 699 097	14 101 232	162,10	13 930 993	160,14
14 Ministère de l'Econ. Finan.et du Dévelop.		237 868 813	62 962 384	26,47	237 023 094	99,64	215 763 616	83 434 404	38,67	239 779 958	111,13	300 736 817	111 264 974	37,00	107 541 178	35,76
	031 Charge de la dette	116 771 993	36 108 071	30,92	116 771 993	100,00	113 380 000	44 955 541	39,65	138 116 866	121,82	173 600 000	71 608 991	41,25	71 608 991	41,25
	032 Pilotage de l'Economie et du développement	8 656 407	1 971 050	22,77	8 655 187	99,99	29 969 472	22 676 618	75,67	29 609 210	98,80	34 554 510	18 591 048	53,80	17 505 623	50,66
	033 Mobilisation des ressources	19 678 029	5 091 872	25,88	19 117 677	97,15	25 527 176	6 813 035	26,69	25 166 914	98,59	33 408 354	10 172 355	30,45	9 816 963	29,38
	034 Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	5 224 754	1 656 686	31,71	5 201 945	99,56	7 904 508	2 427 035	30,70	7 904 508	100,00	13 622 902	3 938 403	28,91	3 626 081	26,62
	035 Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	5 486 285	1 627 679	29,67	5 486 285	100,00	1 417 860		0,00	1 417 860	100,00			0,00		0,00
	036 Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	1 870 370	464 113	24,81	1 870 370	100,00	1 462 373	431 075	29,48	1 462 373	100,00	2 614 862	951 087	36,37	935 087	35,76
	037 Relations économiques et financières internationales	16 981 830	7 919 580	46,64	16 981 830	100,00	51 587		0,00	51 587	100,00			0,00		0,00
	038 Pilotage et soutien des services du ministère	63 199 145	8 123 333	12,85	62 937 807	99,59	36 050 640	6 131 100	17,01	36 050 640	100,00	42 936 189	6 003 090	13,98	4 048 433	9,43
15 Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme		8 127 554	3 473 538	42,74	8 056 567	99,13	8 476 079	3 505 234	41,35	8 476 079	100,00	8 718 799	2 980 733	34,19	2 894 738	33,20
	039 Culture	4 025 154	1 721 428	42,77	4 002 495	99,44	4 295 993	1 466 049	34,13	4 295 993	100,00	3 757 748	1 648 166	43,86	1 637 492	43,58
	040 Tourisme	1 877 548	964 146	51,35	1 849 658	98,51	1 723 704	1 135 272	65,86	1 723 704	100,00	1 993 722	283 557	14,22	276 665	13,88
	041 Pilotage et soutien aux services du MCAT	2 224 852	787 964	35,42	2 204 414	99,08	2 456 382	903 913	36,80	2 456 382	100,00	2 967 329	1 049 010	35,35	980 581	33,05
17 Ministère de la Fonct. Pub., du Trav. et Protect. Sociale		12 477 653	3 669 519	29,41	12 320 831	98,74	9 704 534	2 561 690	26,40	9 704 534	100,00	14 709 851	4 116 678	27,99	3 839 776	26,10
	042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	4 938 178	1 817 902	36,81	4 925 884	99,75	3 966 619	868 457	21,89	3 966 619	100,00	5 376 650	1 922 637	35,76	1 855 079	34,50
	043 Réforme de l'administration	32 923	9 124	27,71	32 923	100,00	18 010	4 311	23,94	18 010	100,00	309 303	44 535	14,40	44 535	14,40
	044 Travail décent	3 108 915	400 417	12,88	3 060 597	98,45	1 630 628	380 637	23,34	1 630 628	100,00	4 498 683	455 589	10,13	406 901	9,04

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	4 397 637	1 442 076	32,79	4 301 427	97,81	4 089 277	1 308 285	31,99	4 089 277	100,00	4 525 215	1 693 917	37,43	1 533 261	33,88
18 Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement		11 557 306	3 516 417	30,43	11 261 841	97,44	15 625 610	5 136 156	32,87	15 624 355	99,99	16 051 752	4 536 789	28,26	4 392 230	27,36
	046 Communication	8 939 422	2 799 036	31,31	8 697 963	97,30	13 139 409	4 403 904	33,52	13 138 154	99,99	12 772 269	3 855 976	30,19	3 836 066	30,03
	047 Pilotage et soutien	2 548 133	679 381	26,66	2 494 167	97,88	2 411 459	680 717	28,23	2 411 459	100,00	3 114 976	625 222	20,07	506 573	16,26
	124 Relations avec le Parlement	69 751	38 000	54,48	69 711	99,94	74 742	51 535	68,95	74 742	100,00	164 507	55 591	33,79	49 591	30,15
20 Ministère des Sports et des Loisirs		8 992 595	2 822 760	31,39	8 888 710	98,84	8 139 673	3 187 465	39,16	8 139 673	100,00	12 534 342	4 624 850	36,90	4 023 331	32,10
	052 Sport et activités physiques	6 703 243	2 123 688	31,68	6 679 685	99,65	5 980 901	2 418 492	40,44	5 980 901	100,00	10 104 222	3 514 830	34,79	3 152 131	31,20
	053 Loisirs	278 525	34 330	12,33	245 891	88,28	210 534	33 422	15,87	210 534	100,00	175 925	57 420	32,64	48 670	27,67
	054 Pilotage et soutien des services du MSL	2 010 827	664 742	33,06	1 963 134	97,63	1 948 238	735 551	37,75	1 948 238	100,00	2 254 195	1 052 600	46,70	822 530	36,49
21 Ministère de la Santé		214 281 445	82 012 338	38,27	213 962 945	99,85	248 921 496	76 671 325	30,80	244 135 530	98,08	262 952 217	98 335 458	37,40	94 889 531	36,09
	055 Offre de soin	115 163 979	53 183 281	46,18	115 162 288	100,00	129 361 986	40 589 019	31,38	129 361 986	100,00	78 003 226	51 730 995	66,32	50 604 133	64,87
	056 Santé publique	70 643 444	17 044 278	24,13	70 432 634	99,70	94 354 079	26 076 228	27,64	89 623 828	94,99	136 826 515	32 372 753	23,66	32 175 539	23,52
	057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	28 474 022	11 784 779	41,39	28 368 023	99,63	25 205 431	10 006 078	39,70	25 149 716	99,78	34 035 674	8 798 809	25,85	6 676 958	19,62
	146 Accès aux produits de santé			0,00		0,00			0,00		0,00	14 086 802	5 432 901	38,57	5 432 901	38,57
22 Ministère de la Fem. Solidarité Nationale Fa. Act. Humanitaire		15 482 177	5 311 182	34,31	14 995 033	96,85	27 127 459	5 298 462	19,53	27 127 459	100,00	20 354 495	12 119 475	59,54	6 026 877	29,61
	048 Femme et du genre	1 828 271	948 261	51,87	1 532 429	83,82	5 684 301	326 147	5,74	5 684 301	100,00	3 009 706	819 693	27,23	523 462	17,39
	049 Enfance et famille	1 833 316	551 460	30,08	1 722 164	93,94	1 405 381	525 895	37,42	1 405 381	100,00	5 607 237	1 458 854	26,02	822 775	14,67
	050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	7 662 161	2 234 285	29,16	7 589 293	99,05	15 849 572	2 582 877	16,30	15 849 572	100,00	9 095 966	7 736 531	85,05	2 790 494	30,68
	051 Pilotage et soutien des services du Ministère	4 158 429	1 577 176	37,93	4 151 147	99,82	4 188 205	1 863 543	44,50	4 188 205	100,00	2 641 586	2 104 397	79,66	1 890 146	71,55
23 Ministère Education Nat. Alphabé. Promo. Lang. Nat.		447 346 339	196 395 622	43,90	445 583 876	99,61	453 287 797	188 894 364	41,67	448 982 664	99,05	468 689 913	210 810 710	44,98	206 380 423	44,03
	058 Accès à l'éducation formelle	206 435 990	91 075 506	44,12	205 617 040	99,60	220 077 401	88 585 437	40,25	219 774 948	99,86	370 636 347	100 743 897	27,18	98 900 598	26,68

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	059 Qualité de l'éducation formelle	41 773 949	22 063 142	52,82	41 141 295	98,49	49 278 375	18 571 064	37,69	45 291 613	91,91	69 924 980	26 655 855	38,12	25 258 179	36,12
	060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 016 696	3 500	0,17	2 016 695	100,00	1 543 451	20 000	1,30	1 535 492	99,48	16 364 228	20 000	0,12	0	0,00
	061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	197 119 704	83 253 474	42,23	196 808 846	99,84	182 388 570	81 717 863	44,80	182 380 611	100,00	11 764 358	83 390 958	708,84	82 221 646	698,90
24 Ministère de l'Enseig. Supé., de la Rech. Scien. et de l'Innova.		92 602 830	39 327 380	42,47	92 431 046	99,81	85 535 074	40 726 767	47,61	84 383 369	98,65	92 347 670	43 679 259	47,30	42 247 488	45,75
	062 Enseignement supérieur	48 910 009	21 009 486	42,96	48 908 507	100,00	39 679 474	21 516 478	54,23	38 527 769	97,10	48 699 301	22 283 625	45,76	21 453 784	44,05
	063 Fourniture des services sociaux aux étudiants	28 095 617	12 034 794	42,84	28 094 533	100,00	25 186 525	12 012 001	47,69	25 186 525	100,00	24 562 205	13 311 106	54,19	12 811 231	52,16
	064 Recherche scientifique et technologique	9 087 939	4 174 262	45,93	8 950 367	98,49	14 277 565	4 821 329	33,77	14 277 565	100,00	9 950 752	5 269 762	52,96	5 265 874	52,92
	065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	6 104 349	1 911 975	31,32	6 075 724	99,53	6 143 791	2 186 222	35,58	6 143 791	100,00	8 541 413	2 653 742	31,07	2 555 575	29,92
	066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	404 916	196 863	48,62	401 915	99,26	247 719	190 737	77,00	247 719	100,00	593 999	161 024	27,11	161 024	27,11
25 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat		7 375 741	3 925 679	53,22	7 295 686	98,91	18 288 466	2 418 818	13,23	6 399 816	34,99	10 882 129	3 374 792	31,01	2 785 175	25,59
	067 Industrie	2 577 456	1 319 184	51,18	2 577 237	99,99	1 703 781	200 502	11,77	1 703 781	100,00	1 579 215	680 244	43,07	213 146	13,50
	068 Commerce	1 017 813	843 710	82,89	1 014 861	99,71	12 745 647	463 290	3,63	856 997	6,72	4 845 355	721 471	14,89	708 634	14,63
	069 Artisanat	460 898	171 909	37,30	452 829	98,25	635 591	523 198	82,32	635 591	100,00	1 270 281	216 076	17,01	214 040	16,85
	070 Secteur privé	844 917	519 773	61,52	838 323	99,22	583 103	98 357	16,87	583 103	100,00	1 773 381	599 308	33,79	575 376	32,45
	071 Pilotage et soutien	2 474 657	1 071 103	43,28	2 412 436	97,49	2 620 344	1 133 471	43,26	2 620 344	100,00	1 413 897	1 157 693	81,88	1 073 979	75,96
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières		18 786 365	5 902 449	31,42	18 208 266	96,92	23 996 087	3 317 864	13,83	23 996 087	100,00	27 974 708	727 501	2,60	717 452	2,56
	072 Mines	5 279 048	3 313 512	62,77	5 141 346	97,39	4 019 507	141 767	3,53	4 019 507	100,00	4 752 785	217 325	4,57	217 325	4,57
	073 Energie	12 029 607	2 159 112	17,95	11 708 013	97,33	18 364 117	2 691 919	14,66	18 364 117	100,00	21 188 734	114 567	0,54	114 567	0,54
	074 Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	1 477 710	429 825	29,09	1 358 907	91,96	1 429 513	484 178	33,87	1 429 513	100,00	1 620 104	395 609	24,42	385 560	23,80
	138 Carrières			0,00		0,00	182 950	0	0,00	182 950	100,00	413 085	0	0,00	0	0,00
27 Ministère de l'Agri., des Aménag. Hydro-agrico. et de la Mécan.		52 959 662	14 746 251	27,84	51 504 705	97,25	50 940 021	9 383 135	18,42	49 862 068	97,88	67 720 738	11 140 689	16,45	8 536 187	12,60

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	19 683 274	7 663 738	38,94	19 219 360	97,64	11 913 751	4 024 561	33,78	11 051 388	92,76	20 500 429	6 520 276	31,81	6 108 894	29,80
	076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	2 898 817	437 793	15,10	2 898 070	99,97	2 585 245	244 343	9,45	2 585 245	100,00	5 761 957	25 590	0,44	25 590	0,44
	077 Economie agricole	3 190 435	140 681	4,41	2 827 779	88,63	2 059 738	0	0,00	2 059 738	100,00	7 433 673	323 565	4,35	0	0,00
	078 Développement durable des productions agricoles	13 198 573	2 844 638	21,55	13 062 359	98,97	21 966 394	456 608	2,08	21 750 804	99,02	18 725 915	1 516 969	8,10	263 892	1,41
	079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	4 052 930	184 274	4,55	3 945 007	97,34	2 903 105	490 968	16,91	2 903 105	100,00	6 014 987	536 735	8,92	44 900	0,75
	080 Pilotage et soutien	9 935 633	3 475 127	34,98	9 552 130	96,14	9 511 788	4 166 655	43,81	9 511 788	100,00	9 283 777	2 217 554	23,89	2 092 911	22,54
28 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques		16 703 878	3 322 677	19,89	16 548 681	99,07	15 456 998	3 847 630	24,89	15 456 998	100,00	12 540 519	4 997 726	39,85	4 052 236	32,31
	081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	4 720 072	1 366 374	28,95	4 678 238	99,11	4 591 496	1 631 562	35,53	4 591 496	100,00	3 131 473	2 014 456	64,33	1 846 042	58,95
	082 Productivité et compétitivité des productions animales	6 019 831	314 987	5,23	5 974 879	99,25	7 362 306	522 284	7,09	7 362 306	100,00	2 333 810	1 037 460	44,45	521 293	22,34
	083 Santé animale et santé publique vétérinaire	573 443	359 932	62,77	571 731	99,70	309 190	40 161	12,99	309 190	100,00	2 567 687	96 877	3,77	71 258	2,78
	084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	614 353	444 237	72,31	614 246	99,98	510 782	413 503	80,95	510 782	100,00	2 117 767	438 408	20,70	392 395	18,53
	085 Pilotage et soutien	4 776 179	837 147	17,53	4 709 587	98,61	2 683 224	1 240 120	46,22	2 683 224	100,00	2 389 782	1 410 525	59,02	1 221 248	51,10
29 Ministère de l'Environ., de l'Eco. verte et du Chang. Clima.		18 693 537	6 049 873	32,36	17 520 812	93,73	18 724 777	5 878 221	31,39	18 509 186	98,85	22 354 159	7 810 443	34,94	6 820 910	30,51
	086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	12 212 440	3 446 078	28,22	11 157 445	91,36	10 488 174	3 303 565	31,50	10 488 174	100,00	11 192 192	4 554 678	40,70	3 784 468	33,81
	087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	568 221	158 808	27,95	534 546	94,07	701 828	135 754	19,34	701 828	100,00	1 867 916	113 547	6,08	84 957	4,55
	088 Gouvernance environnementale et développement durable	249 559	59 820	23,97	229 221	91,85	202 139	0	0,00	202 139	100,00	1 339 950	105 931	7,91	102 358	7,64
	089 Economie verte et changement climatique	1 292 039	327 600	25,36	1 236 305	95,69	1 862 386	335 008	17,99	1 646 795	88,42	2 067 432	299 062	14,47	191 204	9,25
	090 Pilotage et soutien	4 371 278	2 057 567	47,07	4 363 295	99,82	5 470 250	2 103 894	38,46	5 470 250	100,00	5 886 669	2 737 225	46,50	2 657 923	45,15
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement		55 979 806	5 582 667	9,97	55 554 492	99,24	60 501 780	28 698 854	47,43	59 855 008	98,93	69 557 391	10 442 254	15,01	6 012 203	8,64
	091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	51 494 198	4 133 716	8,03	51 144 919	99,32	6 008 424	1 615 280	26,88	5 577 243	92,82	11 776 500	142 262	1,21	112 496	0,96
	092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires,	176 805	0	0,00	168 762	95,45	40 332 917	25 378 717	62,92	40 332 917	100,00	41 939 673	211 725	0,50	110 270	0,26

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	aéroportuaires, maritimes et cartographiques															
	093 Développement de réseau de pistes rurales	149 168	23 594	15,82	149 168	100,00	9 544 171	0	0,00	9 328 580	97,74	12 885 102	8 621 169	66,91	4 488 922	34,84
	094 Pilotage et soutien	4 159 635	1 425 357	34,27	4 091 643	98,37	4 616 268	1 704 857	36,93	4 616 268	100,00	2 956 116	1 467 098	49,63	1 300 515	43,99
31 Ministère de l'Econ. Numér., des Postes et Transfo. Digitale		7 126 132	1 568 390	22,01	7 075 888	99,29	5 443 020	1 177 791	21,64	5 443 020	100,00	7 170 651	2 128 229	29,68	1 610 177	22,46
	095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	5 044 254	880 900	17,46	5 022 810	99,57	4 077 995	788 552	19,34	4 077 995	100,00	4 162 056	1 197 151	28,76	913 035	21,94
	096 Appui au sous-secteur postal	230 562	3 237	1,40	230 466	99,96	86 237	4 670	5,42	86 237	100,00	595 780	195 852	32,87	14 138	2,37
	097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	1 851 316	684 253	36,96	1 822 612	98,45	898 164	230 648	25,68	898 164	100,00	1 022 880	400 487	39,15	359 060	35,10
	136 Transformation et écosystème numérique			0,00		0,00	380 624	153 921	40,44	380 624	100,00	1 389 935	334 739	24,08	323 944	23,31
32 Ministère des Transp., de la Mobilité Urb. et de la Sécurité Routière		9 536 914	2 468 604	25,88	9 259 072	97,09	8 264 881	4 179 390	50,57	8 264 881	100,00	11 150 309	5 947 810	53,34	2 230 451	20,00
	098 Transports et météorologie	7 235 407	1 710 594	23,64	7 193 747	99,42	6 160 444	3 405 866	55,29	6 160 444	100,00	6 683 920	3 878 780	58,03	295 582	4,42
	099 Mobilité et sécurité routière	962 574	400 000	41,56	794 558	82,55	879 359	348 569	39,64	879 359	100,00	3 427 250	1 621 699	47,32	1 521 700	44,40
	100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	1 338 933	358 010	26,74	1 270 767	94,91	1 225 078	424 955	34,69	1 225 078	100,00	1 039 139	447 331	43,05	413 169	39,76
37 Ministère de la Jeunesse, de la Promo. de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi		11 627 552	5 195 535	44,68	11 419 222	98,21	14 122 390	2 810 657	19,90	14 122 390	100,00	13 533 766	4 456 455	32,93	4 375 091	32,33
	101 Jeunesse	2 682 899	1 130 368	42,13	2 677 424	99,80	2 402 127	1 208 115	50,29	2 402 127	100,00	2 569 593	998 145	38,84	998 145	38,84
	102 Formation professionnelle	4 818 329	2 925 146	60,71	4 791 371	99,44	3 186 536	273 030	8,57	3 186 536	100,00	6 066 056	1 293 185	21,32	1 284 190	21,17
	103 Promotion de l'emploi	1 876 362	567 336	30,24	1 831 597	97,61	6 679 184	682 796	10,22	6 679 184	100,00	3 006 790	1 096 925	36,48	1 096 925	36,48
	104 Pilotage et soutien des services du Ministère	2 249 962	572 685	25,45	2 118 830	94,17	1 854 543	646 716	34,87	1 854 543	100,00	1 891 327	1 068 200	56,48	995 831	52,65
38 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville		8 178 158	704 919	8,62	5 724 389	70,00	5 073 591	721 573	14,22	4 426 820	87,25	9 975 412	1 410 377	14,14	1 169 141	11,72
	105 Planification et aménagement urbain	2 319 648	256 012	11,04	812 739	35,04	1 179 814	215 784	18,29	533 043	45,18	2 384 294	435 699	18,27	411 128	17,24
	106 Architecture et construction	3 686 401	133 411	3,62	2 931 070	79,51	2 479 166	226 429	9,13	2 479 166	100,00	4 243 220	397 829	9,38	291 254	6,86
	107 Accès aux logements décents	975 649	0	0,00	876 729	89,86	233 371	0	0,00	233 371	100,00	2 316 120	96 924	4,18	64 097	2,77

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
	108 Pilotage et soutien aux service du MUH	1 196 460	315 496	26,37	1 103 851	92,26	1 181 240	279 360	23,65	1 181 240	100,00	1 031 778	479 925	46,51	402 662	39,03
42 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement		30 284 831	6 371 213	21,04	29 592 372	97,71	29 851 315	3 053 817	10,23	29 851 315	100,00	44 685 659	18 498 965	41,40	6 362 262	14,24
	109 Aménagements hydrauliques	20 665 465	3 598 721	17,41	20 407 131	98,75	14 421 167	1 626 379	11,28	14 421 167	100,00	19 325 414	6 690 003	34,62	1 324 405	6,85
	110 Gestion intégrée des ressources en eau	1 902 636	843 018	44,31	1 666 525	87,59	1 810 457	404 233	22,33	1 810 457	100,00	4 539 238	1 230 915	27,12	1 084 169	23,88
	111 Approvisionnement en eau potable	4 245 433	1 088 139	25,63	4 198 352	98,89	8 619 078	326 342	3,79	8 619 078	100,00	11 678 036	6 992 609	59,88	2 716 415	23,26
	112 Assainissement des eaux usées et excréta	1 258 045	128 366	10,20	1 198 975	95,30	2 424 317	140 801	5,81	2 424 317	100,00	4 377 998	2 116 988	48,36	218 943	5,00
	113 Pilotage et soutien	2 213 252	712 969	32,21	2 121 389	95,85	2 576 296	556 062	21,58	2 576 296	100,00	4 764 973	1 468 450	30,82	1 018 330	21,37
50 Grande Chancellerie		721 304	517 325	71,72	719 237	99,71	738 561	635 717	86,08	738 561	100,00	939 144	732 854	78,03	732 854	78,03
	114 Ordres burkinabè	721 304	517 325	71,72	719 237	99,71	738 561	635 717	86,08	738 561	100,00	939 144	732 854	78,03	732 854	78,03
51 Conseil Supérieur de la Communication		1 012 436	146 690	14,49	874 485	86,37	819 634	393 382	47,99	819 634	100,00	1 001 531	444 839	44,42	444 616	44,39
	115 Régulation du secteur de la communication	1 012 436	146 690	14,49	874 485	86,37	819 634	393 382	47,99	819 634	100,00	1 001 531	444 839	44,42	444 616	44,39
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption		2 463 276	541 517	21,98	2 408 598	97,78	2 380 488	382 402	16,06	2 380 488	100,00	2 902 235	690 885	23,81	655 575	22,59
	116 Contrôle d'Etat	2 463 276	541 517	21,98	2 408 598	97,78	2 380 488	382 402	16,06	2 380 488	100,00	2 902 235	690 885	23,81	655 575	22,59
54 Conseil Constitutionnel		805 278	339 155	42,12	801 844	99,57	753 373	325 202	43,17	753 373	100,00	889 695	446 875	50,23	349 159	39,24
	117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	805 278	339 155	42,12	801 844	99,57	753 373	325 202	43,17	753 373	100,00	889 695	446 875	50,23	349 159	39,24
55 Conseil d'Etat		779 031	435 579	55,91	777 589	99,81	1 103 421	491 690	44,56	1 103 421	100,00	887 971	533 490	60,08	531 252	59,83
	118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	779 031	435 579	55,91	777 589	99,81	1 103 421	491 690	44,56	1 103 421	100,00	887 971	533 490	60,08	531 252	59,83
56 Cour des Comptes		1 130 281	461 565	40,84	1 130 156	99,99	1 481 961	573 975	38,73	1 481 961	100,00	1 375 419	811 789	59,02	808 928	58,81
	119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	1 130 281	461 565	40,84	1 130 156	99,99	1 481 961	573 975	38,73	1 481 961	100,00	1 375 419	811 789	59,02	808 928	58,81
57 Cour de Cassation		1 544 687	777 149	50,31	1 468 703	95,08	1 790 377	448 434	25,05	1 790 377	100,00	1 568 119	882 585	56,28	868 496	55,38
	120 Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	1 544 687	777 149	50,31	1 468 703	95,08	1 790 377	448 434	25,05	1 790 377	100,00	1 568 119	882 585	56,28	868 496	55,38

SECT	LIB_PROGRAMME	2019					2020					2021				
		MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai	Liquidé au 31 dec.	Tx liq dec.	MT_CRED_CP	MT_eng Visé au 31 mai	Tx eng mai	Liquidé au 31 mai	Tx liq mai
58	Commission Electorale Nationale Indépendante	378 322	192 662	50,93	373 818	98,81	341 115	190 807	55,94	341 115	100,00	432 977	86 873	20,06	86 873	20,06
	121 Elections	378 322	192 662	50,93	373 818	98,81	341 115	190 807	55,94	341 115	100,00	432 977	86 873	20,06	86 873	20,06
59	Commission de l'Informatique et des Libertés	372 692	0	0,00	372 692	100,00	369 986	0	0,00	369 986	100,00	450 199	400 199	88,89	400 199	88,89
	122 Protection des données à caractère personnel	372 692	0	0,00	372 692	100,00	369 986	0	0,00	369 986	100,00	450 199	400 199	88,89	400 199	88,89
60	Médiateur du Faso	582 796	316 923	54,38	582 796	100,00	567 312	315 566	55,62	567 312	100,00	661 711	394 500	59,62	394 500	59,62
	123 Médiateur du Faso	582 796	316 923	54,38	582 796	100,00	567 312	315 566	55,62	567 312	100,00	661 711	394 500	59,62	394 500	59,62
98	Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	38 592 863	0	0,00	38 592 838	100,00	38 687 293	38 687 293	100,00	38 687 293	100,00	42 255 553	30 601 705	72,42	30 601 705	72,42
	135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	38 592 863	0	0,00	38 592 838	100,00	38 687 293	38 687 293	100,00	38 687 293	100,00	42 255 553	30 601 705	72,42	30 601 705	72,42
99	Dépenses Communes Interministérielles	228 466 699	11 040 152	4,83	184 963 406	80,96	286 060 105	33 116 264	11,58	251 452 381	87,90	190 725 436	86 420 984	45,31	85 809 976	44,99
	133 Dépenses communes interministérielles	228 466 699	11 040 152	4,83	184 963 406	80,96	286 060 105	33 116 264	11,58	251 452 381	87,90	190 725 436	86 420 984	45,31	85 809 976	44,99
TOTAL GENERAL		2 067 840 287	654 941 361	31,67	2 007 264 407	97,07	2 175 378 670	718 868 858	33,05	2 137 690 252	4 106,74	2 327 207 440	969 489 360	41,66	903 508 144	38,82

Annexe 6: SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGAE DE FONDS DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICES 2021 AU 31 MAI (en milliers de FCFA)

Section/programmes	Prévision débloccage en 2021	Objectif de débloccage au 31 mai 2021	Débloccage effectif au 31 mai 2021	Taux de débloccage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de débloccage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
01 Présidence	29 688 416	29 684 923	19 189 173	64,64	99,99	64,64	10 499 243
001 Pilotage de l'action présidentielle	15 627 923	15 624 923	12 229 173	78,27	99,98	78,25	3 398 750
002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence	860 493	860 000	260 000	30,23	99,94	30,22	600 493
003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	13 200 000	13 200 000	6 700 000	50,76	100,00	50,76	6 500 000
02 SGG-CM	104 380	49 540	49 540	100,00	47,46	47,46	54 840
004 Organisation du travail gouvernemental	104 380	49 540	49 540	100,00	47,46	47,46	54 840
03 Primature	11 057 057	10 050 562	9 400 097	93,53	90,90	85,01	1 656 960
005 Soutien à l'action du Premier Ministère	317 062	295 562	246 618	83,44	93,22	77,78	70 444
006 Appui à la gouvernance	749 193	550 467	433 947	78,83	73,47	57,92	315 246
007 Pilotage des projets stratégiques	8 555 683	8 398 183	7 913 183	94,22	98,16	92,49	642 500
008 Promotion du capital humain	1 435 120	806 350	806 350	100,00	56,19	56,19	628 770
04 Parlement	24 786 670	12 393 335	12 393 335	100,00	50,00	50,00	12 393 335
134 Fonction parlementaire	24 786 670	12 393 335	12 393 335	100,00	50,00	50,00	12 393 335
05 CES	645 383	645 383	633 603	98,17	100,00	98,17	11 780
009 Conseil Economique et Social	645 383	645 383	633 603	98,17	100,00	98,17	11 780
09 MATD	18 383 935	17 807 203	10 080 024	56,61	96,86	54,83	8 303 912
011 Administration du territoire	5 142 048	5 131 048	118 900	2,32	99,79	2,31	5 023 148
013 Protection civile	3 513 198	3 256 500	2 971 000	91,23	92,69	84,57	542 198

Section/programmes	Prévision déblocage en 2021	Objectif de déblocage au 31 mai 2021	Déblocage effectif au 31 mai 2021	Taux de déblocage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de déblocage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
014 Décentralisation	9 420 558	9 187 761	6 887 113	74,96	97,53	73,11	2 533 445
015 Etat civil	71 381	54 381	0	0,00	76,18	0,00	71 381
016 Pilotage et soutien des services du MATD	236 750	177 513	103 011	58,03	74,98	43,51	133 740
10 MJDHPC	1 546 362	904 231	888 731	98,29	58,47	57,47	657 632
017 Administration judiciaire	845 462	502 231	488 731	97,31	59,40	57,81	356 732
018 Administration pénitentiaire	691 900	400 000	400 000	100,00	57,81	57,81	291 900
021 Pilotage et soutien	9 000	2 000	0	0,00	22,22	0,00	9 000
11 Déf. N. et A C.	247 539 706	123 769 853	123 769 853	100,00	50,00	50,00	123 769 853
022 Défense	60 554 834	30 277 417	30 277 417	100,00	50,00	50,00	30 277 417
023 Préparation et emploi des forces	99 957 535	49 978 768	49 978 768	100,00	50,00	50,00	49 978 768
024 Equipement des forces	8 945 748	4 472 874	4 472 874	100,00	50,00	50,00	4 472 874
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	35 852 938	17 926 469	17 926 469	100,00	50,00	50,00	17 926 469
026 Renforcement du lien Armée-Nation	1 349 841	674 921	674 921	100,00	50,00	50,00	674 921
027 Pilotage et soutien	40 878 810	20 439 405	20 439 405	100,00	50,00	50,00	20 439 405
12 MAECIABE	26 344 195	18 869 421	16 459 421	87,23	71,63	62,48	9 884 775
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	22 599 731	15 441 327	15 081 327	97,67	68,33	66,73	7 518 404
029 Intégration africaine	3 128 723	3 128 723	1 208 723	38,63	100,00	38,63	1 920 000
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	485 741	169 371	169 371	100,00	34,87	34,87	316 371
137 Gestion des Burkinabè de l'Extérieur	130 000	130 000	0	0,00	100,00	0,00	130 000
13 Mini. Sécurité	14 124 759	14 013 782	13 931 232	99,41	99,21	98,63	193 527

Section/programmes	Prévision déblocage en 2021	Objectif de déblocage au 31 mai 2021	Déblocage effectif au 31 mai 2021	Taux de déblocage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de déblocage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
010 Sureté de l'Etat	1 100 000	1 100 000	1 100 000	100,00	100,00	100,00	-
012 Sécurité intérieure	12 620 907	12 549 005	12 466 455	99,34	99,43	98,78	154 452
139 Pilotage et soutien des services du MSECUR	403 852	364 777	364 777	100,00	90,32	90,32	39 075
14 MINEFID	34 003 582	30 332 851	21 348 454	70,38	89,20	62,78	12 655 127
032 Pilotage de l'économie et du développement	22 183 202	21 399 034	17 826 224	83,30	96,47	80,36	4 356 979
033 Mobilisation des ressources	1 648 755	1 027 669	65 000	6,32	62,33	3,94	1 583 755
034 Gestion budg tenue compte publ exerc tutel super sys fncier	2 943 531	2 026 089	254 557	12,56	68,83	8,65	2 688 974
036 contrôle ,audit et sauvag des intérêts de l'Etat	1 200 431	769 171	543 671	70,68	64,07	45,29	656 760
038 Pilotage et soutien des services du Ministère	6 027 663	5 110 888	2 659 003	52,03	84,79	44,11	3 368 660
15 MCAT	3 331 535	1 820 285	1 402 017	77,02	54,64	42,08	1 929 518
039 Culture	2 163 767	1 262 017	1 155 017	91,52	58,32	53,38	1 008 750
040 Tourisme	1 026 768	417 268	125 500	30,08	40,64	12,22	901 268
041 Pilotage et soutien aux services du MCAT	141 000	141 000	121 500	86,17	100,00	86,17	19 500
17 MFPTPS	5 819 414	1 679 122	1 530 250	91,13	28,85	26,30	4 289 164
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière	2 235 500	1 125 250	1 110 250	98,67	50,34	49,66	1 125 250
043 Réforme de l'administration	70 000	40 000	40 000	100,00	57,14	57,14	30 000
044 Travail décent	2 358 914	317 500	317 500	100,00	13,46	13,46	2 041 414
045 Pilotage et soutien des services du MFPTPS	1 155 000	196 372	62 500	31,83	17,00	5,41	1 092 500
18 MCRP	11 782 204	6 638 123	2 161 010	32,55	56,34	18,34	9 621 194
046 Communication	11 605 754	6 503 174	2 099 061	32,28	56,03	18,09	9 506 694

Section/programmes	Prévision débloccage en 2021	Objectif de débloccage au 31 mai 2021	Débloccage effectif au 31 mai 2021	Taux de débloccage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de débloccage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
047 Pilotage et soutien	130 570	89 070	20 070	22,53	68,22	15,37	110 500
124 Relations avec le Parlement	45 880	45 880	41 880	91,28	100,00	91,28	4 000
20 MSL	3 752 839	3 178 090	1 685 265	53,03	84,68	44,91	2 067 574
052 Sport et activités physiques	2 980 964	2 594 170	1 359 623	52,41	87,02	45,61	1 621 341
053 Loisirs	22 275	17 300	12 450	71,97	77,67	55,89	9 825
054 Pilotage et soutien des services du MSL	749 600	566 620	313 192	55,27	75,59	41,78	436 408
21 Min. Santé	107 588 904	58 416 521	47 963 649	82,11	54,30	44,58	59 625 254
055 Offre de soins	35 760 220	13 924 701	13 682 376	98,26	38,94	38,26	22 077 844
056 Santé publique	58 562 420	38 488 124	28 337 578	73,63	65,72	48,39	30 224 842
057 Pilotage et soutien aux services	2 000 461	570 794	510 794	89,49	28,53	25,53	1 489 667
146 Accès aux produits de santé	11 265 802	5 432 901	5 432 901	100,00	48,22	48,22	5 832 901
22 MFSNFAH	8 265 120	2 283 647	2 283 647	100,00	27,63	27,63	5 981 473
048 Femme et du genre	344 599	167 000	167 000	100,00	48,46	48,46	177 599
049 Enfance et famille	1 342 808	642 200	642 200	100,00	47,83	47,83	700 608
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	5 898 092	802 189	802 189	100,00	13,60	13,60	5 095 903
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	679 621	672 258	672 258	100,00	98,92	98,92	7 363
23 MENAPLN	24 456 114	12 535 429	9 948 005	79,36	51,26	40,68	14 508 110
058 Accès à l'éducation formelle	13 014 158	9 396 560	7 042 000	74,94	72,20	54,11	5 972 158
059 Qualité de l'éducation formelle	8 342 005	2 861 005	2 656 005	92,83	34,30	31,84	5 686 000
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 250 000	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	2 250 000

Section/programmes	Prévision débloccage en 2021	Objectif de débloccage au 31 mai 2021	Débloccage effectif au 31 mai 2021	Taux de débloccage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de débloccage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	849 952	277 865	250 000	89,97	32,69	29,41	599 952
24 MESRSI	72 778 073	30 772 890	30 285 390	98,42	42,28	41,61	42 492 683
062 Enseignement supérieur	39 321 615	17 659 183	17 659 183	100,00	44,91	44,91	21 662 432
063 Fourniture de services sociaux aux étudiants	22 909 526	7 270 065	7 270 065	100,00	31,73	31,73	15 639 461
064 Recherche scientifique et technologique	8 103 698	4 560 226	4 095 226	89,80	56,27	50,54	4 008 473
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	2 222 211	1 122 393	1 099 893	98,00	50,51	49,50	1 122 318
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	221 024	161 024	161 024	100,00	72,85	72,85	60 000
25 MICA	5 914 331	1 488 932	1 397 432	93,85	25,17	23,63	4 516 899
067 Industrie	352 961	202 839	152 839	75,35	57,47	43,30	200 122
068 Commerce	4 211 257	479 358	479 358	100,00	11,38	11,38	3 731 899
069 Artisanat	296 498	207 719	207 719	100,00	70,06	70,06	88 779
070 Secteur privé	1 047 953	593 353	556 853	93,85	56,62	53,14	491 100
071 Pilotage et soutien	5 662	5 662	662	11,69	100,00	11,69	5 000
26 MEMC	16 107 290	9 813 976	-	0,00	60,93	0,00	16 107 290
072 Mines	4 201 501	3 251 501	0	0,00	77,39	0,00	4 201 501
073 Energie	11 855 789	6 512 475	0	0,00	54,93	0,00	11 855 789
074 Pilotage et soutien des services du MMC	50 000	50 000	0	0,00	100,00	0,00	50 000
27 MAAHM	14 950 169	-	-	#DIV/0!	0,00	0,00	14 950 169
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	703 228	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	703 228
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnels	1 528 696	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	1 528 696

Section/programmes	Prévision déblocage en 2021	Objectif de déblocage au 31 mai 2021	Déblocage effectif au 31 mai 2021	Taux de déblocage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de déblocage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
077 Economie agricole	2 030 119	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	2 030 119
078 Développement durable des productions agricoles	5 643 045	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	5 643 045
079 Sécurisations foncière, format prof agric orga monde rural	3 421 484	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	3 421 484
080 Pilotage et soutien	1 623 597	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	1 623 597
28 MRAH	1 929 538	1 075 898	1 057 149	98,26	55,76	54,79	872 389
081 Sécurisation et gestion durables des ressources pastorales	630 658	215 093	215 093	100,00	34,11	34,11	415 565
082 Productivité et compétitivité des productions animales	295 026	288 735	270 586	93,71	97,87	91,72	24 440
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	350 137	30 000	30 000	100,00	8,57	8,57	320 137
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	355 070	355 070	354 470	99,83	100,00	99,83	600
085 Pilotage et soutien	298 647	187 000	187 000	100,00	62,62	62,62	111 647
29 MEEVCC	3 397 523	1 860 253	1 459 153	78,44	54,75	42,95	1 938 371
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	1 618 600	908 498	667 398	73,46	56,13	41,23	951 203
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	98 500	98 500	73 500	74,62	100,00	74,62	25 000
088 Gouvernance environnementale et développement durable	222 300	179 000	99 000	55,31	80,52	44,53	123 300
089 Economie verte et changement climatique	265 028	4 000	4 000	100,00	1,51	1,51	261 028
090 Pilotage et soutien	1 193 095	670 255	615 255	91,79	56,18	51,57	577 840
30 MID	40 398 591	32 990 840	-	0,00	81,66	0,00	40 398 591
091 Sauvegarde du patrimoine routier	350 763	73 594	0	0,00	20,98	0,00	350 763
092 Développement du réseau routier classé	39 701 125	32 701 125	0	0,00	82,37	0,00	39 701 125
094 Pilotage et soutien I	346 703	216 122	0	0,00	62,34	0,00	346 703

Section/programmes	Prévision déblocage en 2021	Objectif de déblocage au 31 mai 2021	Déblocage effectif au 31 mai 2021	Taux de déblocage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de déblocage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
31 MENPTD	2 836 278	1 986 639	418 654	21,07	70,04	14,76	2 417 624
095 Développement d'infrastructure de com elect	2 243 970	1 521 985	90 000	5,91	67,83	4,01	2 153 970
096 Appui au sous-secteur postal	100 000	100 000	0	0,00	100,00	0,00	100 000
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	52 000	52 000	16 000	30,77	100,00	30,77	36 000
136 Transformation et écosystème numérique	440 308	312 654	312 654	100,00	71,01	71,01	127 654
32 MTMUSR	3 257 008	3 077 930	2 071 057	67,29	94,50	63,59	1 185 951
098 Transports et météorologie	1 596 951	1 551 057	551 057	35,53	97,13	34,51	1 045 894
099 Mobilité et sécurité routière	1 650 875	1 520 875	1 520 000	99,94	92,13	92,07	130 875
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	9 182	5 998	0	0,00	65,32	0,00	9 182
37 MJPEE	7 812 409	3 837 183	2 581 678	67,28	49,12	33,05	5 230 731
101 Jeunesse	1 107 267	882 260	224 250	25,42	79,68	20,25	883 017
102 Formation professionnelle	4 361 686	1 298 292	1 090 003	83,96	29,77	24,99	3 271 683
103 Promotion de l'emploi	1 991 056	1 317 631	928 425	70,46	66,18	46,63	1 062 631
104 Pilotage et soutien des services du Ministères	352 400	339 000	339 000	100,00	96,20	96,20	13 400
inconnu	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	-
38 MUHV	88 478	88 478	-	0,00	100,00	0,00	88 478
106 Architecture et construction	6 878	6 878	0	0,00	100,00	0,00	6 878
107 Accès aux logements décentes	56 600	56 600	0	0,00	100,00	0,00	56 600
108 Pilotage et soutien aux services du MUH	25 000	25 000	0	0,00	100,00	0,00	25 000
42 MEA	10 045 612	8 690 506	7 476 679	86,03	86,51	74,43	2 568 934

Section/programmes	Prévision déblocage en 2021	Objectif de déblocage au 31 mai 2021	Déblocage effectif au 31 mai 2021	Taux de déblocage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de déblocage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
109 Aménagements hydrauliques	1 226 489	547 159	219 138	40,05	44,61	17,87	1 007 352
110 Gestion intégrée des ressources en eau	1 856 456	1 481 004	1 094 276	73,89	79,78	58,94	762 180
111 Approvisionnement en eau potable	5 017 066	4 925 992	4 710 915	95,63	98,18	93,90	306 151
112 Assainissement des eaux usées et excréta	1 199 500	1 160 500	1 000 000	86,17	96,75	83,37	199 500
113 Pilotage et soutien	746 101	575 851	452 350	78,55	77,18	60,63	293 751
50 Gde Chancellerie	691 196	673 261	673 261	100,00	97,41	97,41	17 935
114 Ordres burkinabè	691 196	673 261	673 261	100,00	97,41	97,41	17 935
51 Cons.Sup.Comm	717 387	432 580	285 270	65,95	60,30	39,77	432 118
115 Régulation du secteur de la communication	717 387	432 580	285 270	65,95	60,30	39,77	432 118
52 ASCE-LC	517 590	423 400	290 800	68,68	81,80	56,18	226 790
116 Contrôle d'Etat	517 590	423 400	290 800	68,68	81,80	56,18	226 790
54 Cons. Const.	53 824	32 662	1 000	3,06	60,68	1,86	52 824
117 Coordination des actions du conseil constitutionnel	53 824	32 662	1 000	3,06	60,68	1,86	52 824
55 Cons. Etat	273 774	271 554	249 754	91,97	99,19	91,23	24 020
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	273 774	271 554	249 754	91,97	99,19	91,23	24 020
56 Cour Comptes	392 863	392 863	326 163	83,02	100,00	83,02	66 700
119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances	392 863	392 863	326 163	83,02	100,00	83,02	66 700
57 Cour Cassation	457 241	457 241	363 980	79,60	100,00	79,60	93 261
120 Régulation perfor du droit et unification eff	457 241	457 241	363 980	79,60	100,00	79,60	93 261
58 CENI	432 977	240 489	86 872	36,12	55,54	20,06	346 105

Section/programmes	Prévision débloccage en 2021	Objectif de débloccage au 31 mai 2021	Débloccage effectif au 31 mai 2021	Taux de débloccage au 31 mai 2021	Taux de référence au 31 mai 2021	Taux de débloccage global au 31 mai 2021	Perspectives
	{1}	{2}	{3}	{4=3/2}	{5=2/1}	{6=3/1}	{7=1-3}
121 Elections	432 977	240 489	86 872	36,12	55,54	20,06	346 105
59 CIL	400 199	400 199	400 199	100,00	100,00	100,00	-
122 Protection des données à caractères personnel	400 199	400 199	400 199	100,00	100,00	100,00	-
60 Media FA	661 711	394 500	394 500	100,00	59,62	59,62	267 211
123 Médiateur du Faso	661 711	394 500	394 500	100,00	59,62	59,62	267 211
98 Transf. Res. CT	42 254 948	-	-	#DIV/0!	0,00	0,00	42 254 948
135 Transferts de ressources aux CT	42 254 948	0	0	#DIV/0!	0,00	0,00	42 254 948
TOTAL GENERAL	799 589 584	444 474 572	344 936 295	77,61	55,59	43,14	454 653 289

Annexe 7 :SITUATION DES RESTES A REENGAGER DES DNA, DES CREDITS DEVENUS SANS OBJET, DES MARCHES INCERTAINS, DES RESTES A LIQUIDER DES AE ET DES BESOINS DE FINANCEMENT AU 31 MAI 2021 (en milliers de FCFA)

N° sect°	Ministères/institutions	Reste a réengager des DNA	Restes à liquider des AE
01	Présidence du Faso	0	0
02	SGGCM	0	237 150
03	Primature	0	2 635 070
05	Conseil Economique et Social	0	0
09	Ministère de l'Adm Terr. de la Decentral. et la Cohésion S	3 004	0
10	Ministère de la Justice, des Droits Humains P.C	1 202 435	2 260 968
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	0	0
12	Ministère des Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des B.E	2 062 500	2 285 487
13	Ministère de la Sécurité	335 236	56 968
14	Ministère de l'Econ. des Fin et du Développement	133 709	1 000 000
15	Ministère de la culture, des Arts et du Tourisme	0	0
17	Ministère en charge de la Fonction Publique	8 218	10 000
18	Ministère de la Communication Et des Relat. Parlment	88 642	158 815
20	Ministère des Sports et Loisirs	295 786	505 924
21	Ministère de la santé	32 163 013	24 755 865
22	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nat, de la Famille et AH	0	0
23	Ministère de l'Education. Nat, Alp et PLN	12 218 804	8 798 380
24	Ministère en charge de l'enseignement sup.	0	16 638 051
25	Ministère du Com. l'Ind.et de l'Artisanat	1 760 517	1 719 772
26	Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières	2 406	11 129 984
27	Ministère en charge de l' Agriculture	4 614 661	45 794 523

N° sect°	Ministères/institutions	Reste a réengager des DNA	Restes à liquider des AE
28	Ministère des Ressources Animales	5 669	0
29	Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat	584 001	5 789 080
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	0	18 085 630
31	Ministère de l'Économie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale	86 914	518 798
32	Ministère en Charge du Transport	42 000	7 090 441
37	Ministère de la Jeunesse FIP	81 978	90 027
38	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville	1 903 993	9 792 158
42	Ministère en charge de l'Eau	23 611 610	29 000 000
50	Grande Chancellerie	0	0
51	Conseil Supérieur de la Communication	0	0
52	Autorité Supérieure de Contrôle d'État/LC	0	1 057 600
54	Conseil Constitutionnel	0	0
55	Conseil d'État	0	0
56	Cour des Comptes	0	0
56	Commission Electorale Nationale Indépendante	4 938	0
57	Cour de Cassation	0	0
59	Commission Informatique des Libertés	0	0
60	Médiateur du Faso	0	0
TOTAL		81 210 034	189 410 691